

Supplément

# Correspondance Internationale

LA VÉRITÉ

Débats - Théorie - Doctrine et histoire - Vie du mouvement

Une polémique avec la direction du Socialist Workers Party des Etats-Unis

## Castro et le Kremlin

par François Forgeue

En août 1980, le Socialist Workers Party (1) des Etats-Unis tenait une conférence nationale d'éducation, ouverte à tous les membres du parti, aux sympathisants, à des invités venant des Etats-Unis et d'autres pays. L'une des dirigeantes du SWP, Mary Alice Waters, y prononçait une conférence sous le titre : « La direction prolétarienne au pouvoir : ce que nous pouvons apprendre de Lénine, de Castro et du FSLN. » Ainsi, d'emblée, Castro et le FSLN étaient mis sur le même plan que la direction léniniste du Parti bolchevique et de la III<sup>e</sup> Internationale.

Mary Alice Waters précisait ainsi le contenu de cette identification : « Nous entrons dans une nouvelle période de l'Histoire. Nous sommes témoins de l'extension consciente de la révolution socialiste sous la direction d'une direction prolétarienne internationale. Notre révolution, notre courant se développent. » La portée d'une telle affirmation, publiquement énoncée par une dirigeante du SWP, est sans équivoque. S'il est exact que nous assistons à l'« extension consciente de la révolution socialiste sous la direction d'une direction prolétarienne internationale », celle-ci constitue la direction révolutionnaire internationale sous la discipline de laquelle il faut se ranger. La IV<sup>e</sup> Internationale perd toute raison d'être.

### « Désaccords aigus » entre Castro et le Kremlin ?

Depuis, en décembre 1980, s'est tenu le II<sup>e</sup> Congrès du PC cubain. Aux yeux des dirigeants du SWP, celui-ci justifie

pleinement leurs proclamations antérieures. Ils tirent, au travers d'un long article de Fred Feldman, un bilan « globalement positif » et même triomphal de ce congrès qui aurait démontré que les dirigeants cubains ont « avancé en

adoptant leur pensée, leur action, leur organisation aux grands changements survenus — la présence au centre de la scène politique mondiale du prolétariat urbain et l'extension de la révolution socialiste en Amérique centrale et dans les Caraïbes ».

Ce II<sup>e</sup> Congrès du PC cubain aurait également manifesté « les désaccords aigus » entre le Kremlin et La Havane, reflet de la différence irréductible entre les « castes bureaucratiques du bloc soviétique et le régime prolétarien révolutionnaire de Cuba ».

Ce n'est certes pas l'avis d'un représentant éminent du Secrétariat unifié, Livio Maitan, qui, dans *Inprecor*, note que ce II<sup>e</sup> Congrès a confirmé l'« alignement de la politique extérieure cubaine sur les orientations centrales de la politique de l'URSS... Cela s'est particulièrement exprimé à l'égard des événements d'Afghanistan et de Pologne. »

### Castro et l'Afghanistan

Contradictoirement, pour le SWP, la position du PC cubain à propos de l'Afghanistan exprime précisément l'une de ces « divergences aigües » entre La Havane et Moscou. Il est nécessaire de s'arrêter sur l'argumentation de la direction du SWP car elle est révélatrice des contorsions qu'exige sa soumission au castrisme et la tentative de maintenir une référence formelle à la IV<sup>e</sup> Internationale et à son programme.

Faut-il rappeler que, bruyamment, le SWP avait soutenu l'intervention soviétique en Afghanistan au point d'inclure, dans la résolution sur la situation mondiale adoptée par son comité national, l'entrée des troupes de la bureaucratie du Kremlin en Afghanistan comme l'une des quatre victoires de la révolution mondiale remportées dans l'année 1979 (les trois autres étant la chute du Chah en Iran, celle de Somoza au Nicaragua et l'entrée des troupes vietnamiennes au Cambodge — sic —) ! Tous ceux qui ne se solidarisaient pas avec cette position n'étaient que des « briseurs de grève » : ainsi étaient donc

qualifiés les courants et organisations qui formaient alors le Comité paritaire (2), mais aussi les courants et organisations qui, au sein du Secrétariat unifié, maintenant, ne serait-ce que formellement, l'analyse trotskyste de la bureaucratie comme caste contre-révolutionnaire dont les actes ne sont en aucun cas dictés par les besoins du développement du mouvement des masses, mais par ses objectifs contre-révolutionnaires.

Et voilà qu'en août 1980 — à cette conférence nationale d'éducation —, la direction du SWP opère une volte-face, mais il faudra attendre novembre 1980 pour qu'une résolution du comité national donne un statut officiel et public à la nouvelle position : ce qui était une « victoire » pour le prolétariat mondial est devenu un acte qui a « fait rétrograder le processus révolutionnaire ouvert en 1978... Ses résultats matérialisent le fait que la politique poursuivie par le Kremlin était contre-révolutionnaire. »

Etrange Internationale « centralisée » que celle du Secrétariat unifié, étrange Internationale tout court d'ailleurs que celle ou pareil tournant de l'une de ses composantes politiques essentielles ne provoque aucune discussion, où les documents du SWP ne sont pas traduits, où aucun débat ne s'engage...

Pour brûler ce qu'il adorait, le SWP avance le motif suivant : il n'avait pas assez prêté attention à la position de la direction cubaine. Les représentants de celle-ci aux Nations-Unies n'avaient pas explicitement soutenu l'intervention militaire soviétique. Ce que Livio Maitan, de son côté, dans l'article que nous avons cité, explique comme entrant parfaitement dans le jeu de la bureaucratie du Kremlin, compte tenu de la position de Cuba au sein des « nations non alignées ».

Pour le SWP, la véritable politique « révolutionnaire » c'est celle de Cuba qui « a recherché une solution négociée qui pourrait conduire au retrait des troupes soviétiques ». C'est dire que

leur désapprobation d'aujourd'hui comme leur approbation d'hier se situe en fait sur le terrain de la coexistence pacifique.

### Castro et la Pologne

Mais, comme le note Livio Maitan, l'alignement du II<sup>e</sup> Congrès du PC cubain sur les orientations essentielles de la bureaucratie du Kremlin se traduit par la position prise sur la Pologne.

Castro a en effet, dans son rapport, dénoncé « les sinistres provocations orchestrées par l'impérialisme en Pologne » et a souligné le « droit du camp socialiste à sauver l'intégrité de ce pays ». On ne saurait être plus clair.

Aujourd'hui, tous les courants, toutes les organisations du mouvement ouvrier international sont confrontés aux problèmes que soulève la révolution

(suite page suivante)

1. Le Socialist Workers Party (Parti socialiste ouvrier) des Etats-Unis constitue l'une des principales organisations qui intègrent le prétendu Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale. Comme les lois réactionnaires des USA lui interdisent formellement d'être affilié à une organisation internationale, le SWP participe au SU comme « observateur » (NDLR).

2. Le Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV<sup>e</sup> Internationale fut constitué à la fin de l'année 1979, par la TLT (Tendance léniniste-trotskyste), le CORQI (Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale), et la FB (Fraction bolchevique). Le Comité paritaire se fixa comme objectif la réorganisation et reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale disloquée par des années de révisionnisme, impulsé par le dénommé Secrétariat unifié. En décembre 1980, sur initiative du Comité paritaire, eut lieu la Conférence mondiale ouverte, dans laquelle furent dissous le Comité paritaire et ses tendances, et se forma la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) ». Aujourd'hui, la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) » regroupe la majorité des militants trotskystes du monde et leurs partis les plus forts (NDLR).



Première page de Granma, organe officiel du castrisme, du 8 mars 1981. Les titres : « Fidel, au XXVI<sup>e</sup> Congrès du PCUS : "L'Union soviétique et son glorieux parti communiste apparaissent une fois de plus comme l'espoir de la paix". »

### Le SWP dit : la direction castriste est supérieure à la direction bolchevique.

« Nous vivons une nouvelle période de l'histoire. Nous sommes les témoins de l'extension consciente de la révolution socialiste sous la conduite d'une direction prolétarienne internationale. » (la direction castriste). (M.-A. Waters, Conférence d'éducation du SWP, 3 août 1980).

« Jamais nous n'avions vu aussi longtemps une direction révolutionnaire au pouvoir. Nous n'avions connu qu'une grande direction révolutionnaire au pouvoir : le noyau central du Parti bolchevique (...); l'équipe de direction de Castro est supérieure à la direction bolchevique, en dehors d'hommes comme Lénine, Trotsky, Sverdlov. » (Jack Barnes, *Intercontinental Press*, 19 février 1979).

### Castro dit : Brejnev est supérieur à tous.

« La personnalité de Brejnev a grandi encore plus, si cela était possible, au cours de ce congrès. Il n'y a pratiquement pas eu un seul orateur, soviétique ou invité, qui n'ait souligné le rôle de Leonid Ilitch Brejnev dans la politique intérieure et extérieure de l'Union soviétique, sa lutte irréductible pour la paix et l'indépendance des peuples. Une chose surtout nous impressionna : son acharnement à maintenir l'objectif conséquent du PCUS dans la vie internationale... Parler comme il a parlé, seul un homme réellement sage peut le faire. » (Granma, 15 mars 1981).

**La direction du SWP dit :**

La direction cubaine est « loin de s'orienter vers la "coexistence pacifique" de type stalinien (...). Jamais, pas une seule minute, les dirigeants de la révolution cubaine ne se sont intéressés à la ligne de "coexistence pacifique"... » (Jack Barnes, Intercontinental Press, 19 février 1979).

**La direction castriste dit :**

« Le principe de coexistence pacifique est un des piliers de notre politique extérieure... Conséquente avec cette ligne, Cuba approuve tous les pas en avant qui conduisent à affirmer le processus de distention internationale... » (Résolution du VIII<sup>e</sup> plénum du PC cubain, Granma, 27 mai 1979). Nous appuyons « la politique de principe, politique de classe et internationaliste, du PCUS, orientée vers la valorisation des principes de la coexistence pacifique dans le monde. » (Granma, 22 avril 1979).

**Castro et le Kremlin**

(suite de la page I)

politique en Pologne. L'action de caractère révolutionnaire du prolétariat polonais constitue l'un de ces grands événements de la lutte des classes par rapport auquel chacun est contraint de se déterminer.

Jusqu'à présent, le SWP, dans ses documents et sa presse, s'est solidarisé avec la lutte des travailleurs polonais et a dénoncé les menaces de la bureaucratie du Kremlin. Mais de quelle valeur est ce soutien si Castro, qui tente d'offrir à la bureaucratie du Kremlin, pour son action contre-révolutionnaire contre les ouvriers et les paysans de Pologne, la caution du prestige de la révolution cubaine, est défini comme le pivot de la direction révolutionnaire mondiale du prolétariat ?

Dans un rapport présenté le 11 août 1980 à une session élargie du comité politique du SWP, Jack Barnes déclarait : « On ne peut que spéculer sur ce que sera la position cubaine face à une nouvelle Tchécoslovaquie. Mais si les travailleurs des fonderies et des ports de Pologne se soulèvent, comme ils se préparent à le faire, et si Brejnev se décide à utiliser la force contre eux, je ne puis imaginer que la réponse des Cubains soit la même que par rapport à la Tchécoslovaquie. »

Le 15 décembre 1980, dans son rapport au II<sup>e</sup> Congrès du PC cubain, Castro a répondu. Il n'a pas eu, en effet, exactement la même attitude que par rapport à la Tchécoslovaquie. Il avait soutenu l'invasion contre-révolutionnaire perpétrée par le Kremlin. Par rapport à la Pologne, c'est par anticipation qu'il l'a approuvée, l'appe-

lant ainsi comme les bureaucrates de Tchécoslovaquie et d'Allemagne de l'Est avaient seuls osé le faire avant lui.

Quelle conclusion en tire la direction du SWP ? Après plus d'un mois, le 9 février 1981, dans Intercontinental Press, elle présente un bilan enthousiaste du II<sup>e</sup> Congrès du PC cubain, sous le titre « Un parti plus prolétarien, plus marxiste-léniniste, plus révolutionnaire ».

Certes, Feldman déplore comme une « fausse position politique » l'« estimation » faite par Castro des événements de Pologne. Une simple erreur, somme toute, qui n'obère en rien les « qualités internationalistes » de la direction cubaine. Une verrue si minime qu'elle ne dépare pas le portrait radieux de la direction castriste dressé par le SWP.

Quelle honte, que de voir ceux qui parlent aujourd'hui au nom du parti fondé par Cannon dans la lutte frontale contre les conséquences du « socialisme dans un seul pays », tenir ce langage !

Car il faut être clair : considérer que malgré sa « position fautive » sur la Pologne, Castro est un « dirigeant révolutionnaire » sur le plan de la lutte des classes internationale est une trahison ouverte de tout ce pour quoi Trotsky a combattu, de tout ce pour quoi combattent les organisations de la IV<sup>e</sup> Internationale.

**Le SWP est en route vers sa liquidation comme organisation trotskyste**

Dans ce même comité exécutif élargi d'août 1980, Jack Barnes avait aussi déclaré : « Lorsque nous avons un désaccord politique avec la direction cubaine, nous devrions marquer un temps d'arrêt, réfléchir, et ré-examiner



Brejnev et d'autres dirigeants du PCUS applaudissant debout Fidel Castro

notre position. Cela ne signifie pas nécessairement que nous ayons tort. Mais cela devrait nous faire prêter attention lorsque des camarades révolutionnaires de cette trempe et de cette exigence révolutionnaires ont une ligne différente de la nôtre. Nous devrions utiliser la possibilité de bénéficier de nouveaux éléments venant d'une source différente, une source qui a la responsabilité d'analyser la politique mondiale et de répondre aux développements du point de vue d'une révolution qui détient le pouvoir d'Etat. »

Jack Barnes disait cela, alors, à propos de l'Afghanistan. Mais la même question ne se pose-t-elle pas pour la Pologne ? Sur cette voie, où l'entraîne sa direction présente, servilement alignée sur le castrisme (et par conséquent conduite à capituler devant le stalinisme sur toute la ligne), le SWP va vers sa destruction comme organisation trotskyste.

C'est la responsabilité de toute organisation, internationale et nationale, qui se réclame sérieusement du trotskisme, que d'engager une bataille politique acharnée contre cette direction et cette politique pour défendre les acquis du trotskisme aux Etats-Unis.

**Le Secrétariat unifié capitule face au révisionnisme du SWP**

Certes, l'ensemble de la direction du Secrétariat unifié ne partage apparemment pas, sur ce point, les positions de la direction du SWP. Les articles d'Ernest Mandel comme celui de Livio Maitan l'indiquent.

Mais traiter des problèmes aussi graves, aussi vitaux, comme s'il s'agissait d'« opinions » parmi d'autres, d'un

« débat d'idées », c'est en fait adopter à l'égard de la direction du SWP la position que celle-ci pratique à l'égard de Castro, saluant par avance l'intervention militaire du Kremlin contre les travailleurs polonais : ce n'est qu'une divergence secondaire au regard d'un accord d'ensemble.

Ce sont naturellement des motifs politiques qui expliquent cette attitude. Sur toute une série de questions — qui méthodologiquement posent le même problème que la définition du castrisme comme courant « marxiste-révolutionnaire » — l'ensemble du Secrétariat unifié emboîte le pas aux positions révisionnistes de la direction du SWP, suivant celle-ci avec un temps de retard et quelques réserves « trotskystes ». C'est ainsi que dans l'article consacré aux divergences avec le Comité paritaire, où le camarade Ernest Mandel se différencie du SWP en rejetant l'idée d'une Internationale commune avec le castrisme, il écrit la phrase suivante qui est une justification des positions du SWP : « Rien ne permet aujourd'hui d'affirmer d'avance que le FSLN, qui a jusqu'ici dirigé le processus révolutionnaire — fût-ce avec l'emploi de méthodes administratives dans ses rapports avec certains secteurs de masse, des méthodes que nous avons chaque fois critiquées, qui ont provoqué des discussions au sein du FSLN et sur lesquelles il y a déjà eu des autocritiques —, ne puisse mener cette lutte jusqu'à sa victoire. » (Quatrième Internationale numéro 2, 1980).

Mais nous sommes aujourd'hui au seuil d'une nouvelle situation. Passons sur les prétentions du « Secrétariat unifié » à se présenter comme une « Internationale démocratiquement centralisée » ; elles se résistent pas un instant à l'examen des faits. Ce qui s'affirme aujourd'hui, c'est que dans le cadre du Secrétariat unifié, on ne peut même pas discuter de la signification des positions de capitulation ouverte du SWP, car celles-ci sont à la fois couvertes « idéologiquement » par les déclarations délibérément confuses du Secrétariat unifié et masquées dans leur réalité aux membres des organisations du Secrétariat unifié.

Dans les faits, le Secrétariat unifié abandonne ainsi sa volonté proclamée d'être un cadre international de défense de la IV<sup>e</sup> Internationale et de son programme. C'est comme organisation internationale qu'il se disqualifie.

François Forgeux

**Votes au SU**

Dans Inprecor du 2 mars 1981 est publiée une résolution du Secrétariat unifié sur la Pologne. Cette résolution est ensuite publiée dans Intercontinental Press, mais précédée cette fois de la mention « adoptée par une majorité du SU », ce qui n'a qu'une signification, c'est que les représentants du point de vue du SWP ont voté contre.

Pourquoi ? Est-ce parce que cette résolution note — sans d'ailleurs en tirer de conclusion — ce simple fait incontestable : « Il faut noter, dans ce contexte, que la plupart des partis communistes dans le monde, depuis le PC hongrois jusqu'au PC cubain, depuis les PC italien et français jusqu'aux PC brésilien et mexicain, se sont alignés sur la ligne Kania, cette ligne inspirée par le Kremlin... »

**Trotsky**

**Vers la IV<sup>e</sup> Internationale**

C'est en 1935, au moment où en fait s'apaisent les premiers remous provoqués par le « tournant français » — Naville est sur le point de revenir et Vereeken se calme —, que Trotsky choisit de faire le point sur le bloc des quatre et de relancer le combat pour la IV<sup>e</sup> Internationale. Les raisons de ce choix sont faciles à comprendre. Lors de la conférence de février de l'IAG, les délégués hollandais Schmidt et Sneevliet ont joué loyalement le jeu en présentant une motion en faveur de la IV<sup>e</sup> Internationale dont le SAP, partisan de faire confiance au « processus historique », a été l'adversaire principal (Trotsky égratigne à ce propos le jeune Willy Brandt). Dans une brochure consacrée à cette question sous le titre *Alchimie centriste ou marxisme*, Trotsky dresse un bilan du SAP et de ses efforts du moment pour utiliser l'IAG contre la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale dont il est devenu, dit-il, un adversaire conscient et conséquent. Quelques semaines plus tard, au moment de la mise en marche de l'opération « Front populaire » lancée par le parti communiste sous couleur d'« élargissement aux classes moyennes » du front de classe socialiste-communiste par l'intégration du Parti radical, c'est la signature à Moscou du pacte franco-soviétique, le retour du ministre Pierre Laval, muni de la déclaration de Staline, « approuvant » les efforts du gouvernement français en vue de la défense nationale, et le spectaculaire ralliement du parti communiste à cette même défense nationale. Trotsky estime que Staline a « signé l'acte de décès de la III<sup>e</sup> Internationale » et que désormais, staliniens et social-démocrates s'emploient à préparer une nouvelle union sacrée conjoncturellement teintée d'antifascisme. Il estime qu'il est temps de reprendre l'initiative. Prenant appui sur les acquis du « bloc des quatre », il convainc le RSAP et le WPUS de signer, avec le SI de la LCI, ce qu'on appellera la *Lettre ouverte pour la IV<sup>e</sup> Internationale* et dont il est intéressant de relever qu'il l'appelle, lui, le *Manifeste de la IV<sup>e</sup> Internationale*, rédigé pour l'essentiel par lui, mais amendé cependant, ici ou là, par le RSAP et le WPUS.

La publication de la *Lettre ouverte* marque le début d'une nouvelle période de la préhistoire de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il ne s'agit plus désormais de propagande générale ni d'affirmations sur les principes, mais du premier acte



Hitler au pouvoir, grâce à Staline



**Ennemis mortels ?**

La direction du SWP dit : « L'existence d'un Etat ouvrier avec une direction révolutionnaire (celle de Castro) constitue un défi permanent à tous les bureaucrates privilégiés du monde (...); la véritable ligne de partage qu'il faut tracer, c'est celle qui sépare les révolutionnaires — Castro et tous ceux qui l'entourent, y compris nous — des contre-révolutionnaires, y compris les staliniens... » (Jack Barnes, I.P., 19 février 1979).

Le « conflit entre castrisme et stalinisme se développe de manière sourde ». (Jack Barnes, op. cit.).

Entre la direction cubaine et le Kremlin existent « des désaccords aigus qui reflètent les différences irréconciliables entre bureaucrates du bloc soviétique et régime prolétarien révolutionnaire de Cuba ». (Fred Feldman, I.P., 9 février 1981).

La direction castriste « a utilisé pendant vingt ans son gouvernement révolutionnaire pour combattre, pour étendre la révolution socialiste mondiale. Telle est la différence qu'il y a entre sa politique et celle du stalinisme : son contraire et mortel ennemi. » (Jack Barnes, Conférence d'éducation du SWP, 3 août 1980).

La direction castriste dit : « Cher camarade Leonid Brejnev, l'homme qui est à la tête du parti qui conduit l'Etat soviétique vers de nouveaux et plus hauts sommets de progrès et de prospérité pour ses peuples, et pratique une politique extérieure léniniste, pour le bien des peuples... » (Raoul Castro, Granma, 18 mars 1979).

Le PCUS « a réaffirmé, une fois encore, sa fermeté, sa fidélité aux principes marxistes-léninistes... Moscou a parlé à nouveau pour l'humanité toute entière... Le (26<sup>e</sup>) Congrès (du PCUS) a constitué une expérience inoubliable. Les interventions de nombreux délégués reflètent clairement la démocratie du parti soviétique, son unité et l'esprit critique qui y règne. » (Granma, 15 mars 1981).

« La paix est la devise et l'axe des programmes (du PCUS) et, comme le démontre le rapport serein, ferme et courageux, ainsi que les nouvelles et brillantes initiatives du camarade Leonid Illich Brejnev, défenseur infatigable de ces nobles principes, lutter pour elle continue d'être le centre de l'attention des communistes dans ce 26<sup>e</sup> Congrès. » (Fidel Castro, Granma, 8 mars 1981). « Jamais nous n'oublierons les applaudissements qui (au 26<sup>e</sup> Congrès du PCUS) ont salué Fidel chaque fois qu'il venait à la présidence. Ni les 26 ovations qui interrompirent son message de salut au congrès. Ni ses rencontres et embrassades avec Leonid Illich Brejnev. » (Granma, 15 mars 1981).

# Troisième partie

## et la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale

par Pierre Broué

d'organisation, du premier pas concret dans la construction. Pas de confusion avec la LCI qui n'est que l'un des signataires : dans sa correspondance avec des militants communistes — comme l'Allemand Erich Wollenberg, par exemple — ou des socialistes — comme le Français Marceau Pivert —, Trotsky continue à souligner que les trotskystes ne sont qu'une fraction de l'Internationale qui se construit, et, dans sa correspondance avec le SI et notamment Leonetti, revient souvent la préoccupation permanente de ne pas confondre, de ne pas laisser confondre le SI, direction de la LCI, avec le « secrétariat d'Amsterdam » (Schmidt et Sneevliet, qui représente les signataires du manifeste, c'est-à-dire, tout simplement, la IV<sup>e</sup> Internationale en construction).

Il est relativement facile de comprendre les raisons qui, en ce printemps de 1935, poussent Trotsky à relancer le combat de la IV<sup>e</sup> Internationale. Tout, depuis les bruits de botte en Afrique orientale autour de l'Éthiopie jusqu'à l'activité militaro-diplomatique et la politique tout court en Europe, indique l'approche d'une Deuxième Guerre mondiale pour laquelle les partis ouvriers passés du côté de l'ordre bourgeois préparent l'union sacrée. Trotsky pense qu'en aucun cas les révolutionnaires ne doivent renouveler ce qui fut avant 1914 l'erreur de tous, ce refus de la scission qui les a jetés dans la guerre sans organisation, sans moyens, sans appareil et même sans drapeau. L'approche de la guerre rend plus impérieuse encore la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Une bataille reste pourtant à livrer, pour l'essentiel en France où la classe ouvrière n'est pas vaincue mais où les partis traditionnels se préparent à canaliser son mouvement à travers la politique de Front populaire. Qu'une révolution victorieuse empêche la guerre ou que la guerre éclate, il faut un parti révolutionnaire et, de toutes les façons et dans toutes les hypothèses, la tâche la plus urgente est la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Quant à la question d'une « fondation » formelle, d'une « proclamation » de la IV<sup>e</sup> Internationale, Trotsky en est fort éloigné, comme l'indique nettement une lettre qu'il adresse à Victor Serge, qui vient de sortir d'URSS, le 3 juin 1936 : « J'avoue ne pas comprendre ce que signifie fonder la IV<sup>e</sup> Internationale. Il existe dans différents pays des organisations qui luttent sous ce drapeau. Elles essaient de déterminer

Nous poursuivons dans ce numéro la publication du texte de Pierre Broué sur le combat de Trotsky pendant les années qui précéderont la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, dont on peut lire la première et la deuxième parties dans le numéro 4 et le numéro 5/6 de *Correspondance internationale*.

Le mouvement pour la IV<sup>e</sup> Internationale commence aux alentours de 1933, à partir d'un événement fondamental qui décida du cours politique des choses en Europe et dans le monde : la victoire de Hitler en Allemagne. Le fascisme arrive au pouvoir après avoir écrasé, pratiquement sans combat, la classe ouvrière et ses organisations ; cela grâce à la trahison des directions stalinienne et social-démocrate. Le Parti communiste allemand et la III<sup>e</sup> Internationale en assumèrent tout particulièrement la responsabilité en s'opposant de façon permanente à l'unité d'action avec la social-démocratie — qu'ils qualifiaient de social-fasciste — pour lutter contre Hitler.

Cette catastrophe — la victoire du nazisme et l'écrasement du prolétariat le plus puissant d'Europe capitaliste —, catastrophe qui n'a pas son précédent dans l'histoire, ne réussit pas cependant à secouer l'Internationale communiste et sa direction : sans la moindre autocritique, sans en tirer une seule leçon, la III<sup>e</sup> Internationale se contenta ensuite de dissimuler et de sous-estimer la signification de la victoire nazie.

Pour Trotsky, cela constitua un test décisif : une organisation qui restait impassible devant un tel événement avait déjà cessé d'être une organisation révolutionnaire, et était devenue — comme précédemment la II<sup>e</sup> Internationale — un obstacle sur la voie de la révolution socialiste mondiale. L'Opposition de gauche avait agi, jusqu'à cette date, comme fraction de l'Internationale communiste, luttant en son sein pour la réformer. La redresser s'avérant impossible, il se posait maintenant la nécessité d'une nouvelle Internationale.

A partir de ce moment, et jusqu'au dernier jour de sa vie, toute l'activité politique de Trotsky allait tourner autour de cet axe : la formation d'une nouvelle Internationale, la IV<sup>e</sup> Internationale (1).

ensemble leur position sur tous les événements mondiaux. Elles sont en train de préparer un programme commun, fondé sur des concepts pratiques et théoriques qui plongent leurs racines dans l'histoire. Peut-être un futur Riazanov pourra-t-il résoudre à loisir la question de savoir exactement quand la IV<sup>e</sup> Internationale a été fondée. En ce qui nous concerne, nous devons seulement développer notre travail. »

Le Manifeste — la Lettre ouverte — est donc dans l'esprit de Trotsky celui d'une organisation réelle, existante bien que jeune et faible, cette IV<sup>e</sup> Internationale en construction qui devra le plus vite possible se donner un programme et une direction qui ne soit pas celle de la seule LCI. Pour cela, il faut une conférence que le texte prévoit d'ailleurs dans un délai assez bref.

### Nouveaux obstacles

Ces plans seront une fois de plus bousculés par les événements et leurs

conséquences prévisibles ou non. D'abord, le tournant de la III<sup>e</sup> Internationale amorcé en France avec la politique du Front populaire est généralisée par Moscou qui lui donne le label officiel à son VII<sup>e</sup> Congrès, à l'été 1935. La politique de Front populaire donne un coup d'arrêt au déclin des PC, car ses aspects « unitaires » rencontrent l'assentiment des masses qui y voient la reconnaissance de leurs aspirations. La confiance que leur donne le sentiment d'avoir surmonté la division de leurs rangs donne les premières victoires électorales et les mouvements de masse qui veulent les concrétiser. Trotsky est pour sa part convaincu que la politique du Front populaire est en réalité un barrage contre la révolution et qu'elle va conduire au désastre, c'est-à-dire à la victoire de la contre-révolution. Mais sur ce point, il est à contre-courant, non seulement par rapport au sentiment des masses, mais y compris dans les rangs et notamment au sommet de sa propre organisation. En juin 1935, le secrétariat international de la LCI voit se dérouler une âpre discussion au cours de laquelle l'Italien Alfonso Leonetti et l'Allemande Ruth Fischer critiquent l'analyse du Front populaire faite par Trotsky dans *Où va la France ?* et affirment qu'ils expriment sur ce point la pensée de la majorité des militants de l'organisation française. Ruth Fischer, avec Maslow, critique le mot d'ordre proposé par Trotsky de « Les radicaux hors du Front populaire », et lui oppose celui de : « Le Front populaire au pouvoir ». Ces divergences d'appréciation sur une question cruciale n'ont sans doute pas été indifférentes à l'explosion dans la section française d'une crise qui aboutit en décembre 1935 à une scission destructrice : les bolcheviks-léninistes entreront les mains nues dans la prochaine crise révolutionnaire en France. C'est seulement au début de juin, alors que la vague gréviste est déjà commencée, que se reconstitue de façon éphémère une section française, le POI (Parti ouvrier internationaliste), frappé de nouveau par une nouvelle scission du PCI (Parti communiste internationaliste).

La section espagnole, la *Izquierda Comunista*, a, par deux fois, refusé l'entrée — que lui proposait une seconde fois Fersen qui l'avait âprement combattue quand elle avait été proposée par Trotsky — et choisi une solution de « regroupement », la fusion avec le Bloc ouvrier et paysan de Joaquin Maurin et diverses formations plus petites, pour constituer le POUM (*Partido Obrero de Unificación Marxista*). La naissance de ce parti, affilié dès son origine au « bureau de Londres » de l'IAG, peut paraître au premier abord



France : grève générale de 1936. Le PC et le PS conduirent la mobilisation ouvrière dans l'impasse du Front populaire

une initiative politique du type de celle qui a mené à la constitution du RSAP, voire du WPUS — et c'est ce que semble escompter Trotsky et le SI. Mais Andres Nin fait savoir qu'il ne constituera aucune fraction dans le POUM. Quand, en janvier 1936, le POUM signe le pacte électoral des gauches, donnant son accord à un programme bourgeois, de Front populaire sans le mot, la rupture est devenue inévitable et Trotsky stigmatise publiquement ce qu'il appelle « la trahison du POUM ».

Le RSAP, lui, a traversé en 1935 et à la suite de la signature de la lettre ouverte par ses dirigeants, une crise très dure qui se termine par une scission qui l'ampute de nombre des militants venus de l'OSP et de la majorité des jeunes. L'affaire a été de bout en bout menée en liaison avec le SAP, lequel s'oriente maintenant tout à fait ouvertement vers le soutien de ce qu'il appelle les « aspects positifs » de la politique du VII<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste et va même adhérer au « Front populaire allemand ». Schmidt et Sneevliet sont d'abord absorbés par cette bataille interne, atteints sans doute par les pertes subies ; en même temps, ils abandonnent pratiquement toute activité internationale, ne prenant en tant que « secrétariat d'Amsterdam » aucune initiative politique ou autre. En 1936, la décision des Américains du WPUS d'entrer dans le parti socialiste et de se dissoudre formellement en tant que parti provoque la colère des dirigeants du RSAP Schmidt et Sneevliet, cette fois d'accord tous les deux contre Trotsky, lui reprochant d'avoir télégraphié son appui à Cannon et Shachtman, partisans de l'entrée, en court-circuitant, une fois de plus disent-ils, les organismes réguliers, à commencer par le SI. Ils assurent en outre que l'entrée des Américains dans le PS signifie forcément l'abandon par eux de la lutte pour la IV<sup>e</sup> Internationale, au moins dans une période indéterminée, donc le reniement de l'engagement qu'ils avaient pris en signant la lettre ouverte — et ils se

refusent à être la seule organisation authentique à la soutenir. La direction du RSAP proteste auprès de la direction du WPUS puis entame une longue bouderie : Ruth Fischer, l'Allemande du SI, adopte la même attitude et s'engage de son côté sur la voie de la sortie sans crier gare.

Trotsky a parfaitement conscience de la nature des obstacles auxquels se heurte son projet. A la suite des nouvelles défaites internationales de la social-démocratie en Autriche et en Espagne, c'est maintenant vers l'Union soviétique, c'est-à-dire vers les PC, que se tournent les nouvelles couches militantes, alors que les trotskystes n'ont pas réussi à construire les pôles alternatifs, même encore faibles, qui auraient été nécessaires au début de la crise révolutionnaire — et n'auront plus le temps de les construire. Le développement nouveau des PC à travers la politique de Front populaire va entraîner dans le sillage de ce dernier bien des formations centristes, le SAP après le POUM, et des groupes et militants au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale elle-même. Ce n'est aux yeux de Trotsky qu'une raison supplémentaire d'avancer dans la construction, et il estime qu'une discussion bien menée peut dissiper les malentendus et armer les militants pour résister aux pressions des forces hostiles. Dès le mois d'avril 1936, il presse le SI de s'atteler à la préparation d'une « pré-conférence » qui mettrait en place les éléments essentiels de la direction de la IV<sup>e</sup> Internationale et jetterait les bases pour l'élaboration du programme à adopter ultérieurement dans une « conférence » à proprement parler.

Dans le prochain numéro :  
« La Conférence de Genève »

1. Cette introduction, ainsi que les sous-titres, sont de la rédaction de *Correspondance internationale*.





## POLOGNE

### Projet de résolution soumis par le CEI au conseil général de la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) »

Le mouvement de grève généralisée de juillet-août 1980 a ouvert la révolution politique en Pologne. La peur de la grève générale a contraint la bureaucratie polonaise à reconnaître la classe ouvrière polonaise le droit de s'organiser, de constituer ses propres syndicats. Pourtant, la bureaucratie polonaise a tenté de limiter cette conquête fondamentale du prolétariat polonais en obtenant que dans les accords conclus soient incluses la reconnaissance du rôle dirigeant de la société et de l'Etat, du POUP, la reconnaissance de la tutelle que la bureaucratie du Kremlin exerce sur la Pologne, interdisant implicitement la constitution d'une centrale syndicale nationale indépendante qui organise et centralise le prolétariat polonais.

La tentative de maintenir le prolétariat morcelé comme classe, de l'empêcher de se centraliser comme classe, a été immédiatement balayée par le mouvement même des masses réalisant la constitution de la centrale syndicale ouvrière indépendante, *Solidarność*. Dès lors, ce sont toutes les couches opprimées de la société qui se sont organisées nationalement en conséquence de l'initiative et du combat du prolétariat : constitution du syndicat étudiant, des syndicats paysans. Contrainte de reconnaître *Solidarność* et ensuite l'organisation syndicale étudiante, la bureaucratie s'est efforcée et s'efforce toujours d'empêcher la constitution d'une centrale syndicale nationale des paysans, conjointe aux centrales ouvrière et étudiante. Mais dès lors que dans ce pays où le capital a été exproprié la classe ouvrière s'organise comme classe, se centralise nationalement, de fait elle se dresse de toutes ses forces comme un nouveau pouvoir contre la bureaucratie parasitaire, elle engage le combat pour la chasse du pouvoir, l'expulsion de l'Etat ouvrier et de la gestion de l'économie.

Depuis avant 1980, l'affrontement entre les masses, à la tête desquelles le prolétariat et la bureaucratie, a connu de multiples épisodes. Mais, au cours de chacun d'eux, la question qui s'est constamment posée sans qu'elle reçoive de réponse, a été celle du pouvoir. Ce n'est nullement par hasard qu'à chaque moment la grève générale a été à l'ordre du jour. L'enjeu de la grève générale ne peut être que le pouvoir. C'est ainsi que le prolétariat et les masses opprimées ont répondu à la tentative de leur interdire le terrain politique.

La grève générale de 4 heures du vendredi 27 mars, la préparation de la grève générale pour le 31 mars, le compromis

réalisé entre la bureaucratie et Walesa, l'annulation à la seule initiative de Walesa de la grève générale ouvrent une nouvelle étape de la révolution politique en Pologne. Désormais, sont à l'ordre du jour des processus politiques tant au sein de la classe ouvrière, des masses opprimées, de *Solidarność* qu'à l'intérieur de la bureaucratie polonaise, de son parti et de l'Etat qui amènent à des différenciations et à des clarifications politiques en vue de l'inéluctable affrontement. Cette nouvelle étape a une importance décisive. La « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) » s'est d'ores et déjà inscrite dans le processus en cours. Elle apporte ses réponses en vue de la construction du parti révolutionnaire en Pologne.

Jusqu'où ira l'affrontement qui oppose les masses à la bureaucratie depuis août 1980 ? Pour faire un pronostic, nous devons d'abord établir quelle est la nature des forces qui sont engagées dans la lutte politique qui se déroule en Pologne. La provocation policière de Bydgoszcz, où les policiers, dirigés par les dignitaires de la région rassemblés autour d'un vice-ministre membre du bureau politique du POUP, ont frappé sauvagement responsables et militants, a eu son résultat. La rage des travailleurs qui s'est exprimée dans la grève générale de 4 heures a un peu plus encore démontré le caractère antipopulaire du POUP et du gouvernement en place. On peut donc dénombrer ainsi les forces en présence :

1. la classe ouvrière, la paysannerie laborieuse, les étudiants, les travailleurs intellectuels, en un mot l'immense majorité, la quasi-totalité de la population laborieuse engagée depuis août 1980 dans un immense effort pour, s'organisant dans leurs organisations, en finir avec le pouvoir de la bureaucratie.

2. le POUP qui forme le deuxième groupe, doit être divisé en deux sous-groupes. Ce sous-groupe des bureaucrates avides et corrompus, liés comme corps social à la bureaucratie du Kremlin, mais qui tend à se déchirer en fractions et sous-fractions face à la montée impétueuse des masses. Le deuxième sous-groupe est composé par la base du POUP entraînée, à la terreur des privilégiés mis en place par la caste parasitaire du Kremlin, par le mouvement des masses.

3. l'Eglise, elle-même sillonnée par des groupes. Le sommet de la hiérarchie est lié à Rome et à travers Rome à l'impérialisme. L'Eglise qui a été expropriée après la guerre de ses immenses domaines, mais a pu se refaire une « vir-

ginité », si l'on peut dire, face aux exactions de la bureaucratie. C'est ainsi que l'Eglise dans les années noires du stalinisme et depuis a pu être considérée comme un pôle, concentrant les aspirations des masses. Mais dans la révolution politique, la hiérarchie pour ses propres intérêts et ses perspectives politiques propres cherche à toutes forces à préserver un accord avec la bureaucratie gouvernante et au moins pour le moment à maintenir le POUP comme la seule force d'ordre. La position de l'Eglise, certes, est difficile. Elle n'est qu'apparemment paradoxale. Le danger commun qui menace les sommets de la bureaucratie et de la hiérarchie vient des masses des travailleurs manuels et intellectuels, des paysans et des soldats. Ce danger entraîne les dignitaires de la bureaucratie et de l'Eglise à former pour le moment une seule et vaste union contre la révolution politique. Sans suspendre pour autant la recherche d'assurer ses intérêts propres, la hiérarchie considère cependant qu'il est absolument nécessaire en ce moment de soutenir la bureaucratie. Et la bureaucratie accorde également une très grande valeur à ce soutien.

4. les menaces de l'intervention militaire proférées par Moscou s'appuient comme il est coutumier pour la bureaucratie sur une campagne de calomnie stalinienne. La bureaucratie accuse les « leaders de l'organisation anti-socialiste et anti-polonaise » KOR (Comité de défense sociale) d'entraîner *Solidarność* en collusion avec la réaction occidentale. La riposte ouvrière et paysanne à la provocation de Bydgoszcz est dénoncée comme une « volonté d'exploiter les actions légitimes du gouvernement à Bydgoszcz ». Rien ne manque à ce tableau toujours renouvelé de la calomnie stalinienne, le quotidien de l'armée *Krasnaya zvezda* fait même état de la découverte de documents frappés de la croix gammée, ce qui selon lui en dit long « sur les intérêts ». La terreur devant la montée de la révolution politique étirent les sommets de la bureaucratie du Kremlin. Mais dans son langage coutumier de faussaire, la caste privilégiée doit accoucher de sa vérité. En dénonçant « la campagne de provocations contre les organismes d'Etat et du parti », le Kremlin apprécie clairement l'enjeu. Elle sait que les travailleurs des villes et des campagnes ne veulent pas le retour des capitalistes et des propriétaires fonciers expropriés et chassés du pouvoir à la fin de la guerre. Elle sait que les masses laborieuses, la jeunesse veulent réintégrer pour les intérêts de la majorité les conquêtes socialistes confis-

quées au profit de la minorité des bureaucrates. Elle comprend la menace mortelle pour ses privilèges défendus par sa dictature totalitaire, que représente le mouvement des masses qui, dans les usines et les campagnes, les universités, a pris déjà la forme de l'élection et de la révocabilité par la base de tous les responsables. La bureaucratie, fortement consciente de la défense de ses odieux privilèges, comprend que la reconnaissance imposée par les travailleurs du syndicat ouvrier indépendant a porté un coup majeur aux syndicats officiels intégrés à l'Etat. Et par ce coup c'est son appareil d'Etat dont les syndicats officiels sont partie constituante, qui avance vers son démantèlement. La bureaucratie comprend que l'alliance ouvrière et paysanne qui serait scellée par la reconnaissance des syndicats paysans de *Solidarność rurale*, appuyée par les syndicats ouvriers indépendants ouvre la voie à la constitution des comités et conseils ouvriers, paysans. Voilà ce dont le Kremlin, qui comprend que son pouvoir, qui s'est établi sur l'expropriation par la caste privilégiée du pouvoir politique et de la gestion des conquêtes d'octobre, est directement menacé par la situation de double pouvoir qui tend à s'instaurer dans le pays. Voilà pourquoi le Kremlin dénonce « la grève générale de 4 heures organisée (vendredi 27 mars) par *Solidarność* dans le but d'exercer une pression politique sur le gouvernement afin d'obtenir que ses exigences de caractère anti-socialiste et anti-populaire soient acceptées ». Et c'est parce que son pouvoir est menacé en URSS, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en RDA, en Bulgarie, que le Kremlin indique clairement que : « dans la république populaire de Pologne, les ennemis du socialisme (lisez les millions d'ouvriers, de paysans, les étudiants, les intellectuels) soutenus par les forces réactionnaires extérieures et exploitant les fautes et erreurs commises en politique intérieure, tentent d'orienter le cours des choses vers la contre-révolution. Ces dernières semaines ont prouvé que la menace était toujours présente. Mais les ennemis de la Pologne socialiste ne visent pas seulement à l'ensemble de la communauté et s'appuient sur les efforts dans l'arène internationale. C'est pourquoi ce qui se passe en Pologne n'est pas seulement une affaire intérieure ».

La bureaucratie est lucide. Elle sait que la révolution politique n'est pas une « affaire polonaise ». Après l'insurrec-

tion de Berlin-Est (1953), les révolutions polonaise et hongroise de 1956, le printemps de Prague (1968), les grèves généralisées de Szczecin et des ports de la Baltique en 1970-1971, les mouvements d'Ursus (1976), c'est tout le système de la bureaucratie que la montée de la révolution politique en Pologne remet en cause.

Les réactions de l'impérialisme mondial devant les événements de Pologne sont marquées par une très grande prudence. L'incurie bureaucratique, qui dans tous les domaines ne vise qu'à accroître ses monstrueux privilèges, est devenue un frein absolu à la bonne marche de l'économie planifiée. Les méthodes de gestion bureaucratiques sont devenues un instrument minant l'économie planifiée, représentent la plus grande menace contre la propriété sociale qui s'est instaurée sur l'expropriation des capitalistes et des propriétaires fonciers. Les méthodes imposées par la caste parasitaire mettent en danger le système même de la propriété sociale. Utilisant les conséquences désastreuses de la gestion bureaucratique, l'impérialisme, depuis des années, appuie avec ses crédits les partisans de la « réforme économique » dans la bureaucratie. Les plans des partisans de la réforme économique dans la bureaucratie et ceux de l'impérialisme coïncident. Le vice-ministre Rakowski, à la veille des grèves généralisées de Szczecin, Gdansk, qui se sont étendues à tout le pays, menait campagne dans son journal pour une politique de réforme économique comprenant comme premier point l'austérité. Ce langage répond à celui des banques occidentales qui, dans les discussions sur le paiement de la dette énorme de 23 milliards de dollars — que la Pologne est incapable de payer — exigent que soient imposées une politique d'austérité. Mais pour les porte-paroles de l'impérialisme, « en aidant la Pologne, les gouvernements occidentaux espèrent empêcher les difficultés économiques de provoquer des troubles sociaux incontrôlés. A terme, ils espèrent prolonger la carotte de l'aide occidentale à l'économie polonaise en ruine, s'il y a une chance qu'elle aboutisse à une réforme ». (*International Herald Tribune*, 30.3.81).

L'impérialisme utilise les énormes difficultés et contradictions que le parasitisme, le gaspillage, la gestion par une bureaucratie parasitaire, avant tout soucieuse de garantir et d'accroître ses privilèges, provoquent pour occuper d'ores et déjà d'importantes positions à l'intérieur de l'économie polonaise et peser lourdement sur la planification. L'énor-

mité de la dette extérieure revient à une pénétration directe du capital en Pologne. La dépendance à l'égard des importations et des exportations en direction ou venant des pays capitalistes, la dépendance technique, etc., sont autant de puissants leviers entre les mains du capital, qu'il utilise pour peser sur l'économie planifiée polonaise. De même l'impérialisme, par l'intermédiaire de l'Eglise, utilisant la haine des masses contre la caste parasitaire, a un puissant moyen d'action politique en Pologne.

Mais les relations continuent à être régularisées par les rapports sociaux édictés sur la propriété sociale. La domination de la bureaucratie, combinée à la pression de l'impérialisme, fraie la voie à la remise en question des rapports sociaux édictés sur l'expropriation des capitalistes et des propriétaires fonciers. Mais la force des rapports sociaux structurés sur la propriété sociale repose sur la conscience des masses laborieuses des villes et des campagnes que le retour à la propriété privée des moyens de production signifierait une décadence effroyable de l'économie, que ce retour par la destruction de branches entières d'industrie représenterait un attentat contre la vie de millions et millions d'êtres humains, dans un pays réduit à l'état de semi-colonie. L'impérialisme mondial en est parfaitement conscient, c'est pourquoi il exerce une pression relayée par l'Eglise pour que le Kremlin, les représentants de l'épiscopat au sein de *Solidarité* et le gouvernement polonais s'engagent sur les voies d'une « réforme pacifique » du système. Cela tout en sachant que le mouvement des masses risque de bouleverser ses plans : « *Qui plus est, certains responsables européens ont relevé les premiers signes de ce qu'ils craignent être un scénario encore plus dangereux. Ils craignent en effet qu'il n'y ait un complot pour déstabiliser la Pologne, ce qui créerait une situation si dangereuse que les gouvernements occidentaux seraient secrètement soulagés par une intervention soviétique.* » (*International Herald Tribune*, 30.3.81).

La révolution politique en Pologne est un chaînon de la nouvelle période de la révolution mondiale, la période de l'imminence de la révolution ouverte par le « Printemps de Prague » en 1968, la grève générale française de mai-juin 1968, les mouvements en Amérique latine dont la chaîne est composée du maillon de la grève généralisée des ports de la Baltique (1970-1971), du maillon de la révolution portugaise en 1974, de la défaite historique de l'impérialisme au Vietnam (1975), de la révolution iranienne et de la révolution nicaraguayenne et de tous les combats engagés dans le monde.

Les formes particulières qu'ont prises, que prennent et que prendront les événements, leur rythme, les poussées en avant et les reculs plus ou moins profonds s'inscrivent dans la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie dont l'accord contre-révolutionnaire est miné par la nouvelle montée révolutionnaire. Quelles que soient les difficultés à venir, et elles seront très certainement nombreuses, sur le chemin de la libération de l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression, les révolutionnaires reconnaissent, dans la révolution politique en Pologne, l'avant-garde de la révolution mondiale.

Nous avons montré ci-dessus comment la montée de la révolution politique en Pologne soulève la question du pouvoir. Kania et le Kremlin dénoncent la situation qui s'est ouverte en Pologne où se dressent face à face le pouvoir de la bureaucratie et le pouvoir des masses laborieuses organisées dans le syndicat indépendant *Solidarité ouvrière*, et dans le syndicat étudiant indépendant, et dans la volonté des paysans d'organiser leur syndicat indépendant *Solidarité rurale*. Cette immense poussée des masses prenant entre leurs mains leur propre sort, par l'organisation indépendante de l'Etat bureaucratique et du parti dirigeant, le POUP, conduit inévitablement vers les conseils ouvriers et paysans. La riposte à la provocation de Bydgoszcz commence à matérialiser le cours vers lequel se dirige la révolution polonaise : les masses ont élu leurs comités de grève, constitué leurs piquets de grève pour protéger leurs usines et leurs dirigeants, des instructions ont été adoptées pour résister à la répression et à l'intervention du Kremlin. Le pouvoir des travailleurs organisés se constitue sur la ligne même de la résistance à la bureaucratie accaparatrice et usurpatrice. La provocation de Bydgoszcz a tout à la fois élevé le niveau et la conscience politiques des masses et précisé les clivages qui déjà existaient au sein de la direction de *Solidarité*.

Dans la réunion de la Commission nationale réunie le 23 mars, Walesa s'est efforcé de contenir la volonté de repos-

ter à la provocation que chacun savait avoir été manigancée au plus haut niveau. La présence du vice-ministre Mach, membre du bureau politique du POUP, à Bydgoszcz atteste que c'est à ce niveau que la provocation a été organisée. La bureaucratie polonaise, agence et satellite de la bureaucratie du Kremlin, comprend l'enjeu. Après 1956, et 1968, après 1970-1971 dans les ports de la Baltique, après 1976 à Radom, les gouvernements et la direction du POUP ont organisé des sanglantes répressions, après avoir rusé et trompé les travailleurs. Depuis août 1980, les masses laborieuses exigent réparation : toutes les luttes se dirigent vers l'abolition des privilèges. Elles veulent le châtimement des coupables. D'août 1980 à mars 1981 plus de la moitié des 49 préfets de voïvodie, et plus de 49 secrétaires régionaux du POUP ont dû démissionner sous la pression des masses. La peur a changé de camp. L'oppression bureaucratique, structurée sur la répression et la peur, a fait place à la volonté des masses d'en finir avec le pouvoir de la bureaucratie. La crainte de la perte des privilèges a été le moteur de la provocation montée à Bydgoszcz. Cela, les masses laborieuses l'ont parfaitement compris. La majorité de leurs représentants à la Commission nationale de *Solidarité* l'a exprimé : « *Nous sommes pour la grève générale à partir de vendredi prochain à 6 heures du matin* », exige le délégué de la région de Gorzow qui ajoute : « *Nous ne pouvons pas rester éternellement les nerfs tendus. Il y aura d'autres incidents dans deux semaines* ». Lucide, il conclut : « *C'est la seule décision que nous pouvons prendre* ».

Le président de séance « MKZ de Torun » prend la parole. « Je vote pour la grève générale. J'ai toujours tout fait jusqu'à maintenant pour calmer les énergies. Mais aujourd'hui en conscience je ne vois pas d'autre solution. »

A ce point, il importe de rappeler la nature de la contradiction qui explose dans la révolution politique. Dans un pays où le capital a été exproprié, la bureaucratie peut, en une première période, donner une impulsion considérable au développement des forces productives en copiant les méthodes, les moyens de production nés et qui se sont développés dans les pays capitalistes avancés. Mais cela n'est vrai que dans une certaine limite et surtout à un certain stade de complexité des rapports économiques, ce n'est plus possible. Seule la participation consciente des producteurs à l'élaboration et à l'application de la planification peut permettre un développement économique équilibré, harmonieux et répondant aux besoins des masses, des différentes branches de l'économie. La gestion bureaucratique aboutit alors au développement de contradictions explosives, à l'aggravation de la pression de l'impérialisme, que celle-ci cherche à résoudre en ayant recours à des « réformes économiques » dont la tendance constante est la régulation de la production par l'automatisme des lois du marché. Mais le développement des forces productives a comme résultat premier de développer un puissant prolétariat, force productive essentielle dont le sort est lié à la liquidation des distorsions, des déséquilibres, des contradictions, produits de la gestion bureaucratique. De plus, le développement des forces productives dans les pays où le capital a été exproprié, pose comme une question vitale l'intégration profonde à la division internationale du travail qui ne peut se faire de façon positive que par l'expropriation du capital dans le reste du monde et principalement dans les pays capitalistes avancés ! C'est-à-dire l'extension et la poursuite de la révolution prolétarienne dans le monde. La révolution politique est la réponse de la classe ouvrière à ces problèmes. La révolution politique se dresse en conséquence non seulement contre la restauration capitaliste mais encore comme force active de l'extension de l'expropriation du capital dans le monde par la révolution prolétarienne.

Il faut également rappeler que si pour chasser la bureaucratie une révolution politique suffit, pour restaurer la propriété privée, une contre-révolution sociale est indispensable. C'est la bureaucratie parasitaire qui prépare le terrain à la contre-révolution.

C'est ainsi que les regroupements politiques qui s'opèrent dans la révolution politique en marche en Pologne, comme processus intégré au processus de la révolution mondiale, apparaissent clairement :

1. l'impérialisme utilise pour projeter en avant ses objectifs l'impasse où la bureaucratie conduit le pays.

2. la bureaucratie, déchirée, effrayée par la crise de son appareil d'Etat tend à se disloquer sous la pression du mouvement des masses. La

bureaucratie prétend défendre le socialisme contre la contre-révolution. En réalité, elle est clairement le fourrier de l'impérialisme contre la révolution et ses conquêtes.

3. l'impérialisme et la bureaucratie comprennent parfaitement que le pouvoir est devenu le premier et principal problème de la classe ouvrière et de la paysannerie. S'il y a contradiction entre l'impérialisme et la bureaucratie, contre la révolution politique il y a accord.

4. les succès de la révolution politique remettent en cause l'équilibre précaire et miné de la politique de coexistence pacifique, dans son contenu d'accord contre-révolutionnaire où les partis de la bureaucratie ont pour tâche de sauver tous les régimes en place. Les développements de la révolution politique mettent directement en cause l'équilibre contre-révolutionnaire de Yalta et de Postdam en Europe et en tout premier lieu pour l'Allemagne. Contre l'impérialisme et la bureaucratie, les succès ultérieurs de la révolution politique polonaise dépendront de la marche de la révolution européenne et mondiale. Le prolétariat polonais est engagé dans l'accomplissement de la révolution politique dans une lutte contre la bureaucratie et l'impérialisme mondial.

A ses côtés, le prolétariat polonais rencontre les classes ouvrières d'Union soviétique, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, de tous les pays où le capital a été exproprié et qui se trouvent confrontés aux mêmes problèmes vitaux qu'il cherche à résoudre. A ses côtés, le prolétariat polonais est engagé dans l'accomplissement de la révolution politique, dans une lutte contre l'impérialisme mondial qui inclut les combats révolutionnaires engagés en premier lieu en Amérique centrale et au Salvador, et dans le monde.

Walesa et les « conseillers » de l'épiscopat s'opposent à ce mouvement. Walesa depuis des semaines joue le rôle de pompier. Pour Walesa la recherche de l'ordre, du soutien au général Jaruzelski qu'il affirme « aimer » est l'essentiel. Walesa prend la parole : « *Je ne sais si vous savez ce qu'est la grève générale... C'est tout... C'est tout... Nous avons des experts. Il faut qu'ils nous disent ce que c'est. Il n'y a jamais eu de grève générale en Pologne.* » Les experts dont la plupart ont été placés à la tête de « *Solidarité* », sans être élus à la base, par l'Episcopat, prennent la parole.

« *Nous devons faire la différence entre ceux qui acceptent le renouveau, même s'ils ne veulent pas lui donner l'ampleur que nous souhaitons et ceux qui veulent faire appel à des forces extérieures au pays. Le gouvernement du général Jaruzelski est la dernière carte de la solution pacifique en Pologne.* »

Alors que tous les faits et en premier lieu la provocation de Bydgoszcz témoignent que c'est au siège du comité central du POUP et du gouvernement que s'organise la volonté de plonger le pays dans la guerre civile, alors que les masses laborieuses de la ville et des campagnes témoignent de leur volonté de marcher en avant dans la voie du socialisme et de la démocratie, pacifiquement, le porte-parole de la hiérarchie tente de brouiller les cartes. Ce serait la réponse des masses qui deviendrait source de violence ! Bientôt il expliquera que si Jaruzelski a été obligé de permettre à son vice-ministre Mach, membre du bureau politique du POUP, d'organiser la provocation de Bydgoszcz, ce n'est pas de sa faute, mais celle des travail-

leurs décidant de riposter à la violence par la grève générale.

Encore une fois, les forces opposées aux aspirations des masses cherchent à rallier le profond mouvement vers la démocratie et le socialisme qui soulève les ouvriers, les paysans, les étudiants et les intellectuels, sous le drapeau de la réforme de la bureaucratie. Gomulka a réussi l'opération en 1956. Gierek également en 1970-1971. Les masses laborieuses des villes et des campagnes, la jeunesse en ont chèrement payé le prix. Elles n'acceptent plus. Elles ne croient plus à la réforme de la bureaucratie. Walesa qui s'est attelé à cette tâche n'y suffit pas. L'Eglise confrontée comme la bureaucratie avec la volonté des travailleurs d'affirmer une politique indépendante n'y suffira pas. Les exhortations de Walesa, des experts de la bureaucratie demandant aux masses de faire confiance au général Jaruzelski ne peuvent suffire. La bureaucratie polonaise déchirée en fractions et sous-fractions se montrera également incapable. Les masses ont compris par leur propre expérience que la politique de réforme de la bureaucratie s'est révélée dans le passé n'être qu'une tragique parodie. La menace des plus terribles convulsions se précise. Mais pour les travailleurs, la seule façon de conjurer les convulsions ne consiste pas à accepter les ultimatum de la bureaucratie. Elles ont appris en 1956, en 1970, répétons-le, qu'accepter les ultimatum de la bureaucratie n'a fait qu'empirer d'années en années la situation. La Pologne a été conduite par la bureaucratie au bord de l'abîme. La catastrophe économique est imminente. Les bureaucrates avides et corrompus n'attendent que le moment, en frappant les masses, de tenter de rétablir les anciennes conditions, celles d'avant août 1980, où ils pensaient que leur situation de privilégiés durerait toujours.

La grève générale de quatre heures le vendredi 27 mars n'a été proposée par Walesa que pour éviter la grève générale illimitée revendiquée par la majorité de la commission nationale de « *Solidarité* ». Mais les forces en présence ne peuvent s'accommoder de ces dernières mesures. Derrière « *Solidarité* » indépendante de la bureaucratie et de son appareil d'Etat et derrière le gouvernement Jaruzelski, il y a deux systèmes différents et incompatibles. Derrière « *Solidarité* » il y a l'organisation des travailleurs qui, dans chaque usine, supprime l'autocratie des bureaucrates principaux responsables de la tragique situation économique du pays.

Derrière « *Solidarité* » il y a la paysannerie laborieuse excédée par l'impissance d'une bureaucratie avide et toute puissante. Une paysannerie qui fait pression par la base pour s'organiser d'une façon indépendante tandis que le gouvernement et le « libéral » Kania se font de plus en plus menaçants.

Derrière « *Solidarité* », il y a les étudiants qui entendent en finir avec la bureaucratie. Derrière « *Solidarité* » et dans l'ombre, il y a la République des conseils ouvriers. Derrière « *Solidarité* », il y a tout le pays qui s'oppose à la bureaucratie qui, pour défendre ses privilèges, en appelle au Kremlin.

C'est alors que se pose un problème théorique et pratique de la plus haute importance pour la révolution prolétarienne mondiale en général et la révolution politique, partie constituante de la révolution mondiale, en particulier. Le

problème des revendications démocratiques et nationales, dans les pays où l'impérialisme a été chassé et la propriété privée expropriée. En Pologne, l'oppression nationale exercée par la bureaucratie du Kremlin est un fait. Comme l'est l'oppression nationale des peuples d'Ukraine, et des autres peuples d'Union soviétique. Comme l'est l'oppression nationale par la bureaucratie du Kremlin en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Bulgarie, en Roumanie et en RDA.

En Pologne, comme dans tous ces pays, la domination sociale de la caste parasitaire, instrument de la bureaucratie du Kremlin, est exercée par les sommets du parti dirigeant, le POUP, qui s'est octroyé constitutionnellement le privilège du pouvoir, pour défendre ses intérêts de caste privilégiée contre la majorité. Le marxisme et le bolchevisme n'ont jamais rejeté les revendications de la démocratie. Ce que le marxisme et le bolchevisme exigent, c'est que soit défini le contenu de classe des revendications démocratiques. Ainsi, la commune de Paris, élue au suffrage universel, était considérée par Marx comme une République ouvrière. De même, polémiquant contre Kautsky, Lénine n'établissait pas comme une règle ou comme une norme impérative le fait que les « soviets russes » (comme il le spécifiait) ont été dans l'obligation, après la révolution d'octobre 1917 par la guerre civile déclenchée par la bourgeoisie, de limiter le suffrage universel et de dissoudre la constituante. Durant toute la révolution russe de février à octobre 1917, les bolcheviks n'excluaient pas que la représentation de la constituante donne le pouvoir aux soviets. Il n'est évidemment pas possible dans les limites de ce rapport de poursuivre l'examen de ce problème théorique et pratique de la plus haute actualité. C'est pourquoi il est du plus grand intérêt de porter à l'attention de l'avant-garde le document élaboré par le Comité provisoire du PSPP (Parti socialiste polonais du travail) (cité page 13 de ce numéro de *Correspondance internationale*).

La IV<sup>e</sup> Internationale doit non seulement suivre avec la plus grande attention la discussion qui se déroule dans l'avant-garde polonaise sur cette question mais y apporter sa propre contribution. Pour notre part, nous estimons correcte l'utilisation des revendications démocratiques dans le processus de la révolution politique. Cela au moins pour deux raisons : d'une part le contenu de classe du mot d'ordre de la Constituante est donné par les relations de classe existant actuellement en Pologne où les masses laborieuses n'ont pas affaire directement aux capitalistes et aux propriétaires fonciers expropriés à la fin de la guerre mais à la bureaucratie, caste privilégiée où aile « restaurateur » en accord avec les sommets de l'Episcopat, démontre pleinement son caractère d'agence de l'impérialisme.

D'autre part, l'oppression nationale exercée par le Kremlin donne au processus de la révolution politique, qui est une révolution prolétarienne, un contenu évident de révolution « nationale et démocratique ». C'est pourquoi il nous semble approprié de combattre sur le mot d'ordre de la Constituante. L'élaboration du programme de la grève générale intégrant le combat pour la Constituante est une nécessité brûlante ! En son centre est la question du pouvoir, qui débouche sur la nécessité du pouvoir de la représentation des

(suite page VI)



# Projet de résolution sur la Pologne

(Suite de la page V)

masses en lutte (quelle que soit la forme que prenne cette représentation). Dans aucun pays le mot d'ordre de la grève générale ne peut être détaché d'un mot d'ordre répondant à la question du pouvoir. Pour les raisons déjà exposées, c'est encore plus vrai dans les pays où le capital a été exproprié. Toute ouverture vers la grève générale exige que soient mises en avant et réalisées les formes d'organisation du prolétariat et des masses en lutte répondant aux problèmes posés à tout le pays et cela à tous les niveaux. C'est d'ailleurs ce que les travailleurs avaient compris lorsqu'ils se préparaient à la grève générale, ils commençaient à constituer cet « appareil de la lutte ». Walesa a pu décommander la grève générale en raison de l'insuffisance de la préparation sur ce plan à la grève générale, de l'absence d'un programme de la grève générale débouchant sur la question du pouvoir, car les masses ont au fond d'elles-mêmes conscience que la grève générale en Pologne signifie lutte pour le pouvoir, et elles n'en avaient pas les moyens dès lors que « leur direction » s'alliaient ouvertement à l'aile « modérée » de la bureaucratie. En réalité, la situation politique concrète pose la nécessité du parti ouvrier, de la relation dialectique entre le programme de la grève générale, la constitution d'un nouveau parti, la préparation de la grève générale, la lutte pour le pouvoir.

## La révolution polonaise, avant-garde de la révolution mondiale

Kania et les bureaucraties du Kremlin ont manifesté à différentes reprises leur opposition à la marche de la révolution politique argumentant sur le fait qu'elle était en contradiction avec l'« ordre international » établi à Yalta-Potsdam par Staline, Churchill, Roosevelt et Truman, pour contenir les conséquences révolutionnaires impliquées dans la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Menacé de toute part par la montée

révolutionnaire des masses à l'échelle mondiale (Chine, Vietnam, Cuba, Afrique, Amérique latine, etc.), par la crise de la bureaucratie du Kremlin, et par la crise de l'impérialisme mondial, l'ordre contre-révolutionnaire de Yalta s'est néanmoins survécu. Dans ce contexte, la révolution politique en marche en Pologne, ses développements ouvrent une nouvelle étape, celle de l'agonie de l'ordre contre-révolutionnaire de Yalta-Potsdam, celle où l'équilibre contre-révolutionnaire de Yalta-Potsdam se trouve confronté à la montée révolutionnaire mondiale. La Pologne révolutionnaire aujourd'hui est au centre de tous les problèmes mondiaux.

Le Kremlin se déchaine contre le double pouvoir. La Sainte Eglise apostolique et romaine terrifiée voit les masses porter des coups au système mondial qui assure l'ordre contre-révolutionnaire. En Pologne, les bureaucrates détiennent l'autorité au nom de l'ordre qu'ils ont institué, mais sans « Solidarité » ils ne peuvent gouverner. Walesa et une partie des dirigeants ont avec la bureaucratie des rapports de semi-méfiance respectueuse, à laquelle se mêle la peur que les ouvriers et les paysans, par leur action, renversent tout l'édifice. Cette peur est partagée par le Pape et par Reagan autant que par Brejnev. La politique de Brejnev cyniquement provocatrice, depuis août 1980, amène crise sur crise. Les bureaucrates du Kremlin utilisent le chantage à l'invasion afin d'amener les dirigeants de « Solidarité » à opérer une retraite. De toutes parts on s'efforce de maintenir la poussée des masses. Le Kremlin menace, les masses laborieuses des villes et des campagnes maintiennent leurs exigences. La presse mondiale et polonaise se félicitent des « compromis ».

Mais jusqu'à ce jour ces compromis portent tous le même caractère : ils ne sont acceptés par les masses que lorsque celles-ci ont obtenu satisfaction. Et toutes ces revendications se dirigent sur la question des questions : le problème du pouvoir, sur la question du rôle et de la place dans la « société » du parti bureaucratique, le POUP. Le Kremlin

n'accepte pas ces compromis. Il exige que « le cours des événements soit renversé ». Devant l'ultimatum de Moscou, les dirigeants et le gouvernement polonais décident d'agir. C'est la provocation de Bydgoszcz à laquelle répond la formidable grève générale d'avertissement du 27 mars que Walesa voulait éviter, qu'il a dû proposer pour différer la grève générale, placé qu'il était devant la volonté de la majorité des dirigeants de « Solidarité », responsables des syndicats régionaux qui exigeaient la grève générale immédiatement, quels que soient les événements, l'allure et le rythme qu'ils peuvent prendre. Le Kremlin cherche encore à éviter vraisemblablement l'intervention. Le Kremlin exige du comité central du POUP des mesures radicales pour faire refluer le cours de la révolution politique, mais de telles mesures radicales sont susceptibles de radicaliser le mouvement des masses, rétorque la fraction de la bureaucratie réputée libérale. L'Eglise tout à la fois entend préserver son accord avec la bureaucratie et ne pas se couper du mouvement des masses. Les représentants de l'Eglise au sein de « Solidarité » sont placés au centre de toutes les contradictions : représentants de l'Eglise dans le mouvement, ils cherchent à préserver l'accord avec la bureaucratie, au nom de l'unité nationale ; dirigeants dans les syndicats, ils subissent la formidable pression des masses laborieuses qui refusent de céder leurs positions arrachées par la lutte et dont tout le monde craint qu'elles ne s'insurgent contre l'intervention. Chacun sait que la masse des soldats polonais refusera de tourner les fusils contre les travailleurs, ouvriers et paysans. C'est justement pour ces raisons que les forces en présence, face à la bureaucratie, son appareil d'Etat disloqué et son parti disloqué, les masses de la classe ouvrière et de la paysannerie sont arrivées par leur propre mouvement à des conclusions d'un caractère profondément révolutionnaire. Les causes matérielles et psychologiques de l'état actuel de la Pologne sont trop profondes pour être réglées par une politique qui cherche à constituer une vaine unité nationale entre les masses et l'appareil corrompu du POUP et du gouvernement. La crise actuelle est-elle le prologue immédiat de l'intervention des chars de la bureaucratie ? Toutes les forces mondiales en présence en mesurent les conséquences.

La provocation policière de Bydgoszcz a fait éclater les exhortations verbeuses à la confiance ou menaçantes formulées par le gouvernement, incapable de dissimuler sa position qui consiste à embrouiller les problèmes afin de tenter de créer une situation de dislocation du mouvement des masses. L'impatience et la méfiance des travailleurs, ouvriers, paysans vont croissant. Les sentiments alimentés par la dure oppression bureaucratique, liée à l'oppression nationale, par le désastre économique, bilan de l'incurie bureaucratique, par la préparation occulte de la désorganisation organisée par les bureaucrates menacés de la perte de privilèges, sont clairement perçus par tous. La provocation de Bydgoszcz persuade encore plus profondément les masses qu'elles ont raison de s'opposer aux dirigeants officiels de la bureaucratie dont le parti officiel, le Parti, est en train de se désagréger. Ce qui concentre la haine des masses contre la bureaucratie, c'est l'étalage de la corruption et des privilèges. Appuyée sur sa milice, la caste parasitaire, qui a constitué un réseau de datchas, de sanatoriums, de réserves de chasse, de comptes en banque à l'étranger, est vomie par tous. Personne en Pologne ne peut croire un instant à la réforme de la bureaucratie.

C'est avec stupeur que ceux qui produisent ont par exemple appris qu'un haut dignitaire du régime non seulement possédait un compte en banque en dollars mais s'était acheté de somptueuses villas sur la Côte d'Azur. Les masses savent qu'on ne leur a jamais dit la vérité sur le « socialisme ». Elles savent qu'on les trompe depuis des dizaines d'années. Et à présent on leur dit qu'elles devraient avoir confiance dans le nouveau gouvernement ! Comme si le

gouvernement de la bureaucratie les Rakowski, les Jaruzelski, profiteurs du régime, différaient fondamentalement du gouvernement Gierek, et des gouvernements antérieurs ! Non, les contradictions sont trop profondes, les problèmes sont trop énormes pour pouvoir être résolus par des paroles ou même par de simples mesures policières. Il faut un changement radical du système. Voilà ce qu'exige le peuple. L'explosion est inévitable. Mais encore une fois chacun en mesure les conséquences. Le Kremlin est conscient de ce que le peuple polonais résistera par tous les moyens à sa disposition.

Où conduit l'intervention ? De par le monde, l'impérialisme avec Jean-Paul II, Reagan, Giscard, Thatcher, est également profondément inquiet sur les conséquences de l'intervention militaire en Pologne. Chacun et de toutes parts cherche des solutions « polonaises ». Mais le Kremlin sait d'ores et déjà qu'il ne peut compter sur le POUP déchiré, ni sur l'armée. Nous allons vers une crise sans précédent. La situation de double pouvoir est intolérable tant pour la bureaucratie du Kremlin et ses satellites que pour l'impérialisme.

## Les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale

La bureaucratie du Kremlin et les bureaucrates polonais se rendent parfaitement compte d'où provient le danger mortel qui les menace. La force motrice de la révolution politique a d'ores et déjà abouti :

1. à la constitution de cette formidable position que représente le syndicat indépendant « Solidarité » ;
2. de cette organisation de classe prolétarienne a jailli la constitution du syndicat étudiant indépendant ;
3. également matérialisant l'alliance ouvrière et paysanne se sont constitués les syndicats indépendants de la paysannerie, que la bureaucratie s'efforce de ne pas reconnaître et qui couvrent toute la Pologne ;
4. face aux menaces renouvelées de la bureaucratie, comme organes de défense se sont cristallisés les piquets de grève, les comités de grève, traduisant le fait que les travailleurs tendent à s'engager sur la voie des conseils ouvriers.
5. l'ensemble de ce processus révolutionnaire exerce sa pression sur le parti officiel de la bureaucratie, le POUP, épine dorsale de l'Etat bureaucratique qu'elle désagrège ;
6. les masses laborieuses de tout le pays sont donc engagées dans un mouvement révolutionnaire dont l'objectif est l'instauration de la démocratie, l'abolition des privilèges afin d'assurer un progrès véritable vers le socialisme. Contre ce mouvement se dresse le gouvernement bureaucratique soumis au Kremlin qui est l'incarnation même de la défense de caste parasitaire et de l'incompétence.

C'est ainsi que de l'opposition du gouvernement bureaucratique au mouvement des masses laborieuses, se dégage pour des millions de Polonais la nécessité du combat pour un autre gouvernement qui prendra nécessairement le contenu de gouvernement de la démocratie des ouvriers et paysans organisés en conseils.

7. la situation analysée dans les six points qui précèdent explique la tendance vers laquelle se dirigent les regroupements politiques dans la révolution politique polonaise.

— contre le mouvement révolutionnaire des masses se réalise le front de la contre-révolution regroupant l'Episcopat, et derrière la hiérarchie ecclésiastique, l'impérialisme et les sommets de la bureaucratie, organisée dans le POUP, et derrière les privilégiés, la caste parasitaire du Kremlin.

— à l'intérieur du POUP en voie de décomposition sous la pression de la révolution politique, s'organise un regroupement des partisans de la « réforme » du parti bureaucratique. C'est précisément sur ce point, sur la question de la relation entre la « réforme » de la bureaucratie et les processus de la révolution politique, qui ne peut s'arrêter à la réforme, que s'opère la différenciation à l'intérieur de la direction de « Solidarité ».

— les faits, les événements, tant ceux qui se déroulent actuellement en Pologne que ceux qui ont marqué 1953 (Berlin-Est), 1956 (Pologne-Hongrie), 1968 (Tchécoslovaquie), 1970-1971 (grèves généralisées des ports de la Baltique), démontrent que la voie de la « réforme » relève au mieux de diverses formes d'utopies opportunistes. Ou bien la révolution politique connaîtra une nouvelle défaite, ou bien les travail-

leurs établiront le régime de la démocratie ouvrière.

8. c'est ainsi qu'en Pologne, sous le feu de la marche de la révolution politique, jaillit la nécessité du nouveau parti, qui se pose en relation avec l'expérience politique des masses laborieuses. Ce à quoi nous assistons aujourd'hui, c'est à l'extraordinaire vérification que les travailleurs administrent eux-mêmes de ce que « les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils ». Ecrasés, atomisés par des années de domination bureaucratique, dans un immense élan révolutionnaire, des masses de millions d'hommes bousculent tous les plans et les calculs, démontrant aux yeux du monde entier leur capacité à prendre en mains leurs propres destinées. Mais cette expérience, les travailleurs la font à partir des données du passé, qu'ils ont eux-mêmes expérimentées. Il leur faut à présent expérimenter les nouvelles données qui se constituent sous le feu de la révolution. C'est pourquoi la marche vers le nouveau parti ne peut aboutir d'emblée au parti de la IV<sup>e</sup> Internationale. Des étapes, des formes d'organisation transitoires seront nécessaires. D'ores et déjà en Pologne même nous assistons à diverses tentatives sur la voie de la création d'un nouveau parti. De telles tentatives inévitables doivent être suivies avec la plus extrême attention par la IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) qui leur apportera son appui fraternel sans aucun esprit de secte. La « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) » n'a nul besoin d'envisager avec méfiance ou sectarisme les efforts effectués par les travailleurs, ouvriers et paysans, intellectuels et étudiants. Le Programme de transition de la IV<sup>e</sup> Internationale élaboré sous la direction de Léon Trotsky a épousé la marche réelle du développement historique :

« La nouvelle montée de la révolution en URSS commencera sans aucun doute sous le drapeau de la lutte contre l'inégalité sociale et l'oppression politique. A bas les privilèges de la bureaucratie ! A bas le stakhanovisme ! A bas l'aristocratie soviétique avec ses grades et ses décorations ! Plus d'égalité dans le salaire de toutes les formes de travail !

La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usine pour la liberté de réunion et de la presse, se développera en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la démocratie soviétique. La bureaucratie a remplacé les soviets en tant qu'organes de classe, par la fiction du suffrage universel dans le style de Hitler-Gaebbelles. Il faut rendre aux soviets non seulement leur libre forme démocratique mais aussi leur contenu de classe. De même qu'auravaient la bourgeoisie et les Koulaks n'étaient pas admis dans les soviets, de même maintenant la bureaucratie et la nouvelle aristocratie doivent être chassées des soviets. Dans les soviets, il n'y a place que pour les représentants des ouvriers, des travailleurs des Kolkhozes, des paysans et des soldats rouges.

La démocratisation des soviets est inconcevable sans la légalisation des partis soviétiques. Les ouvriers et les paysans eux-mêmes par leurs libres suffrages montreront quels partis sont soviétiques.

Révision de l'économie planifiée du haut en bas, dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs ! Les comités d'usine doivent reprendre le droit de contrôle sur la production. Les coopératives de consommation démocratiquement organisées doivent contrôler la qualité des produits et leurs prix.

Réorganisation des Kolkhozes en accord avec la volonté des kolkhoziens et selon leurs intérêts !

La politique internationale conservatrice de la bureaucratie doit faire face à la politique de l'internationalisme prolétarien. Toute la correspondance diplomatique du Kremlin doit être publiée. A bas la diplomatie secrète !

Tous les procès politiques montés par la bureaucratie thermidorienne doivent être révisés dans les conditions d'une publicité complète et d'un libre examen. Les organisateurs des falsifications doivent en supporter le châtiment mérité.

Il est impossible de réaliser ce programme sans le renversement de la bureaucratie, qui se maintient par la violence et la falsification. Seul, le soulèvement révolutionnaire victorieux des masses opprimées peut régénérer le régime soviétique et assurer sa marche en avant vers le socialisme. Seul, le parti de la IV<sup>e</sup> Internationale est capable de mener les masses soviétiques à l'insurrection. A bas la clique bonapartiste de Caïn-Staline ! Vive la démocratie soviétique ! Vive la révolution socialiste internationale ! »



# Complément au projet de résolution sur la Pologne (1)



## 1 - La signification et les perspectives de la grève générale

Le document insiste sur le fait que la grève générale pose le problème du pouvoir et, dans cette voie, le problème politique de la direction ; donc celui de la nécessité d'un nouveau parti politique. Nous sommes d'accord. Mais, pour moi, il y a d'autres éléments fondamentaux dans l'analyse et les perspectives de la grève générale, que je signalerai schématiquement :

D'abord, un des motifs fondamentaux de la grève générale est l'avancée colossale du processus d'organisation des masses en lutte contre la bureaucratie, principalement l'organisation du syndicat rural de *Solidarité*, qui ne peut être accepté par la bureaucratie polonaise, et encore moins par le Kremlin.

Deuxièmement, ce processus d'organisation concrétise l'alliance des ouvriers et des paysans contre la bureaucratie (sans oublier les étudiants et les intellectuels).

Troisièmement, la grève générale pose de manière immédiate et fondamentale la perspective plus ou moins immédiate de la liaison entre les soldats et les masses travailleuses, avec son inévitable conséquence : l'organisation des soldats. Quand la révolution politique en arrive à ce point d'organisation, expression de l'alliance ouvriers-paysans à l'intérieur des forces armées, la révolution politique aura commencé à entrer dans son étape décisive.

## 2 - Le double pouvoir

C'est à trois ou quatre occasions que la situation est définie comme étant celle de double pouvoir. C'est très peu. Il faut préciser, concrétiser le caractère du double pouvoir et de ses différentes étapes.

Il faut donc préciser :

Premièrement, que le double pouvoir est institutionnel et centralisé (ce qui représente un grand pas historique) entre le gouvernement du parti unique, de la bureaucratie, et *Solidarité*. Il y a deux pouvoirs en Pologne, l'un en crise, presque en ruines, le gouvernement ; l'autre, celui des masses travailleuses, exprimé dans *Solidarité*. Entre les deux, apparaît une institution étayant le pouvoir vacillant de la bureaucratie : l'Eglise, avec Walska à la direction de *Solidarité*. Dans le double pouvoir, l'Eglise fait aujourd'hui partie du pouvoir bureaucratique, en attendant l'occasion de pouvoir se développer comme pouvoir directement bourgeois, par le biais de la défaite des masses. Il surgirait ainsi un nouveau double pouvoir : bourgeois/Etat ouvrier. Le pouvoir ouvrier et populaire mine toutes les institutions, l'Eglise et le parti au pouvoir lui-même.

Deuxièmement, il n'y a apparemment pas d'expression importante de double pouvoir au sein des forces armées.

Troisièmement, l'Eglise tente par tous les moyens d'officialiser le double pouvoir à l'intérieur des institutions bureaucratiques dominantes, c'est-à-dire de transformer *Solidarité* en une organisation syndicale légale et en une collaboratrice étroite de la bureaucratie gouvernante.

Quatrièmement, ce plan politique d'officialisation des institutions du pouvoir ouvrier et populaire dans l'appareil d'Etat dominant, qui a tant profité à la bourgeoisie dans d'autres situations révolutionnaires, n'a aucune possibilité de porter ses fruits en Pologne, parce que le régime politique totalitaire est intrinsèque à la domination et aux privilèges bureaucratiques. Sans domination totalitaire de l'appareil d'Etat, la bureaucratie ne pourrait être une caste privilégiée, au contraire de la bourgeoisie, dont la vie privilégiée lui vient de sa place dans la production comme classe dominante. Cela donne à la bourgeoisie une marge de manœuvres que la bureaucratie n'a pas. Pour la bourgeoisie, l'essentiel est d'être maîtresse des moyens de production ; pour la bureaucratie stalinienne, c'est d'être maîtresse de l'appareil totalitaire du gouvernement.

## 3 - Les bases historiques et objectives de la révolution politique en Pologne

Le document souligne et insiste suffisamment sur les trois facteurs objectifs et historiques : la crise économique sans issue due à la gestion bureaucratique, l'oppression bureaucratique contre le mouvement des masses, et l'oppression nationale de la bureaucratie du Kremlin. A ces trois raisons, il faut en ajouter deux autres.

Premièrement, le régime, l'appareil de l'Etat, n'est pas seulement bourgeois, mais totalitaire. C'est une tragique survivance de l'époque du fascisme, dont le stalinisme est le frère jumeau ; c'est-à-dire que, dans un cadre économique-social directement opposé, ils ont mis en place un régime politique qui présente de nombreux points similaires : totalitaire et suivant des méthodes impitoyables de guerre civile envers les opposants, en particulier contre la classe ouvrière et les paysans.

Deuxièmement, la crise économique, l'incapacité criminelle de la bourgeoisie, sa terreur du mouvement ouvrier ont fait qu'elle n'a pas hésité une seconde à se soumettre à l'impérialisme, facilitant ainsi la pénétration profonde du capital impérialiste dans l'économie de l'Etat ouvrier. C'est ainsi que se révèle, face à la crise économique et politique, comment la bureaucratie est, en dernière instance, l'agent de l'impérialisme. Face à un danger mortel, sans issue, elle recourt à lui comme à son sauveur, comme elle l'a fait face à la crise économique.

## 4 - Contre-révolution impérialiste contre révolution politique

Les masses travailleuses polonaises, dans leur mobilisation révolutionnaire contre la bureaucratie polonaise et russe, sont en train de s'affronter à l'impérialisme. Bien que leurs illusions empêchent des secteurs du mouvement des masses de comprendre que leur véritable lutte est dirigée, en dernière instance, contre la contre-révolution impérialiste, c'est ce qui, dans la réalité la

plus profonde, est en train de se passer. Aujourd'hui, la bureaucratie n'est plus seulement un agent historique de l'impérialisme. En Pologne, c'est l'unique garantie du paiement des dettes et des intérêts à l'impérialisme. La lutte en Pologne contre la misère, les bas salaires, c'est déjà la lutte contre le fait que la bureaucratie remet peu à peu l'économie polonaise entre les mains de l'impérialisme. Les souffrances économiques des masses ne sont pas seulement un produit immédiat des privilèges bureaucratiques, mais aussi de l'endettement envers l'impérialisme.

C'est seulement si la révolution politique triomphe que pourra être freiné le cours bureaucratique de remise de plus en plus grande des bases sociales de l'économie polonaise entre les mains de l'impérialisme.

## 5 - Le programme

En avançant un programme à partir de là, nous devons être politiquement très prudents. Je crois que le document est un bon exemple de la façon dont nous devons agir.

Il y a deux éléments qu'il faut prendre en compte : dans la mesure où, pour le moment, il n'existe pas de traces d'un parti révolutionnaire, plus nous gagnerons de temps en évitant un affrontement décisif, mieux cela sera. Nous devons éviter des prises de position qui deviennent « ultras », même si elles paraissent très justes, vu notre faiblesse. Par exemple, renversons immédiatement le gouvernement, ou construisons immédiatement les soviets.

Nous devons aussi tenir compte et voir comment, sur le terrain, nos positions doivent être adaptées aux conditions réelles et aux illusions des masses, prendre en compte la conscience actuelle du mouvement des masses dans toutes ses contradictions. Ce problème formel, mais décisif, je le laisse de côté dans la formulation du programme. Une fois discuté si nous avons raison ou non, nous verrons le problème formel.

Schématiquement, je crois que nous devons souligner les choses suivantes :

### I - Développer et consolider le pouvoir ouvrier et populaire, aujourd'hui *Solidarité*

C'est la tâche et le mot d'ordre le plus important à cette étape. Cela signifie que, dans cette tâche, il y en a une autre qui est décisive : *Solidarité* pour les soldats, droits des soldats à s'organiser syndicalement comme les ouvriers, les étudiants et les paysans.

Dans cette tâche est aussi comprise l'exigence d'un congrès démocratique et représentatif de *Solidarité* ouvrière, rurale, des soldats et étudiants, pour discuter de la crise économique et voter un programme pour la résoudre. Ce congrès doit être préparé à l'avance, avec le droit de tendance, avec la publication des projets de résolution dans l'organe de *Solidarité*.

L'organe de *Solidarité* doit publier la correspondance de ses sections.

Poser la question des piquets de *Solidarité*.

L'axe de toute notre activité, de notre place et de notre programme, est *Solidarité*. Notre objectif est, partant de là, de

## Présenté par le camarade Nahuel Moreno

liquider le gouvernement de la bureaucratie. Mais c'est un objectif qui ne peut être immédiat.

Nous devons être très prudents en posant de nouvelles formes organisationnelles, comme les soviets, s'il n'y a pas de conditions immédiates pour celles-ci.

### II - Eduquer

Eduquer patiemment le mouvement des masses, sans ultimatum et sans transformer en une tâche immédiate la nécessité de renverser le gouvernement. A bas le gouvernement unique du POUP ! Telle est la tâche politique centrale.

### III - Pour l'Assemblée constituante

L'étape actuelle, démocratique, de la révolution politique fait que ce mot d'ordre est le seul qui puisse nous permettre de gagner tout le mouvement de masse pour les deux autres tâches fondamentales. C'est la tâche et le mot d'ordre médiateurs ; sans elle, il n'y a pas possibilité de renforcer le pouvoir ouvrier et populaire, ni de le préparer pour jeter à bas le gouvernement. Logiquement, à cette étape de la révolution politique, nous ne pouvons lutter pour les libertés de presse, politiques et syndicales si nous ne regroupons pas tous ces mots d'ordre en un seul qui les synthétise tous, en posant de façon algébrique, adaptée aux illusions et aux aspirations des travailleurs à l'étape actuelle, le problème du pouvoir.

Ce mot d'ordre, cette tâche, sont plus que nécessaires : ils sont indispensables. C'est l'aboutissement logique de l'analyse de Trotsky sur les nouveaux régimes totalitaires, le fascisme et le stalinisme (que nous distinguons évidemment comme régimes sociaux). Toute la position de Trotsky, à partir de la victoire d'Hitler et après celle de Staline, consiste à développer les mots d'ordre démocratiques, y compris au Reichstag qui a élu Hitler où l'autodétermination de l'Ukraine s'inscrit, non dans la renaissance de la révolution démocratique bourgeoise dans les pays capitalistes les plus avancés et dans l'URSS bureaucratique, mais, au contraire, est une conséquence du pourrissement du capitalisme et de la barbarie du stalinisme, qui nous obligent à mettre en avant, contre le capitalisme et la bureaucratie, les grandes tâches démocratiques, qui ont cessé d'être bourgeoises du fait du nouveau contexte historique où elles sont posées.

Ce qui est important, c'est le point de référence par lequel passe la révolution socialiste. Aujourd'hui en Pologne, et il en sera ainsi dans tout début de révolu-

tion politique, le point de référence du mouvement de masse, et le nôtre aussi, est le pouvoir de l'Etat bureaucratique : tout ce qui va contre cet Etat est positif, en exagérant bien sûr. L'ennemi principal et immédiat des travailleurs en ce moment dans tous les Etats ouvriers, c'est ce pouvoir et cette caste bureaucratique. Du caractère totalitaire du régime se dégage, en principe, le caractère démocratique de la majeure partie des tâches qui se posent. A bas le régime totalitaire ! Vive la démocratie ! Tels sont les deux grands mots d'ordre que nous n'avons pas imposés, mais qui l'ont été par la réalité. Ce que nous faisons, c'est tirer la conclusion de cette mobilisation, en en dégageant le mot d'ordre qui convient, de type politico-institutionnel : l'Assemblée constituante est l'unique synthèse positive de : A bas le régime totalitaire ! Vive la démocratie !

Cette façon si générale de poser les problèmes de la part du mouvement des masses est pleine de dangers. Arrivé le moment de la Constituante, les illusions des masses peuvent ébranler notre politique. Ce danger est beaucoup plus grave en Pologne où il existe une Eglise catholique, agent de la contre-révolution bourgeoise. Mais toute étape supérieure du mouvement de masse présente de nouveaux dangers. L'Assemblée constituante est la meilleure forme pour démasquer l'Eglise en Pologne, et en général dans tous ces Etats ouvriers où les courants restauracionnistes prennent appui sur des masses qui se font justement des illusions sur la démocratie. Ce serait bien pire si, sans Assemblée constituante, nous ne pouvions affronter l'Eglise, devant tout le peuple, et donc si les travailleurs la voyaient alors comme une alternative de gouvernement direct, sans la médiation de l'Assemblée constituante.

Je pourrais ajouter quelques questions, comme le problème du parti ouvrier, la crise du PC, du KOR. Je pourrais aussi tenter de bien préciser l'activité de nos camarades.

Parmi ces questions, une est fondamentale : le fait que nous nous situons dans le cadre traditionnel de la question de la révolution politique tel qu'il est posé par Trotsky, que nous continuons à défendre ce programme, enrichi par le mouvement de masse lui-même.

Le véritable objectif de ce mémorandum, j'insiste encore, est de clarifier mes propres doutes.

(1) Adopté par le CEI. Sur le point concernant la Constituante, il y a eu disjonction. Ce point a été voté par le CEI et le camarade Stéphane Just a voté contre (voir son amendement).

## Amendement soumis au Conseil général par le camarade Stéphane Just

Supprimer les deux phrases finales du 2<sup>e</sup> paragraphe de la 5<sup>e</sup> colonne de la Page V. Reprendre :

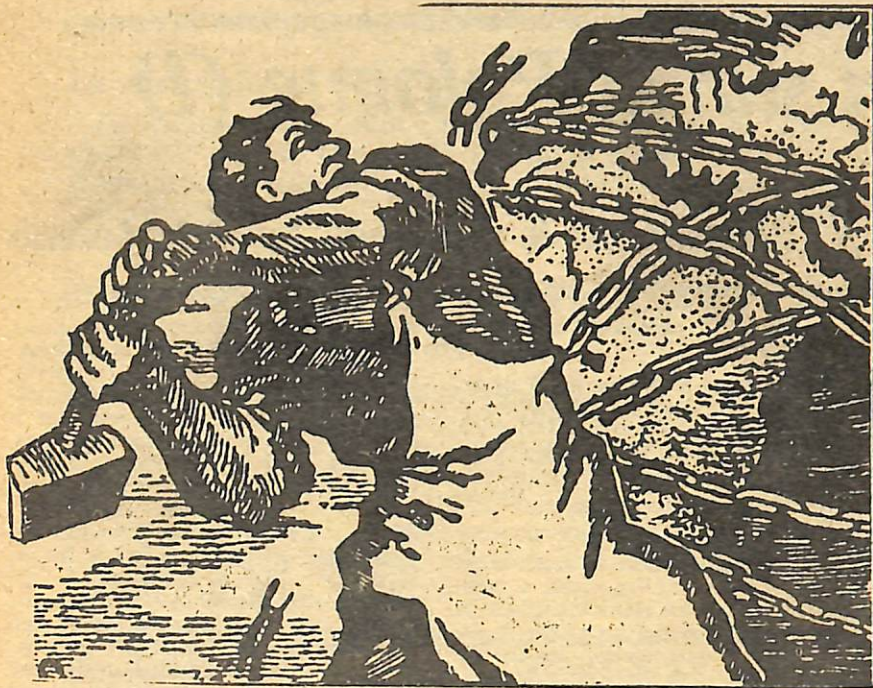
La IV<sup>e</sup> Internationale doit non seulement suivre avec la plus grande attention la discussion qui se déroule dans l'avant-garde polonaise sur cette question, mais y apporter sa propre contribution. Pour notre part, nous estimons correcte l'utilisation des revendications démocratiques y compris la question nationale. Mais nous ne pouvons oublier le contenu de classe de toute assemblée représentative du prolétariat et des masses populaires en Pologne. Indépendamment de la forme de désignation de cette assemblée même si elle est désignée au suffrage universel. Bien que la Commune de Paris ait été élue au suffrage universel du fait de l'élimination pratique de la représentation bourgeoise, de ses origines de classe, de son fonctionnement, elle a été, selon le mot de Marx, « la forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat » bien que les rapports sociaux de production bourgeois soient restés en place. A plus forte raison une assemblée, même élue au suffrage universel, émanant des masses dans un pays où le capital a été exproprié, ne peut être considérée comme une « Assemblée constituante » avec le contenu que donne à ce type d'assemblées le

programme de transition.

Toute l'expérience démontre que la façon dont le Programme de transition pose le problème des mots d'ordre de transition dans la révolution politique est juste. Nous n'avons pas à la réviser mais au contraire à l'appliquer. C'est pourquoi il semble nécessaire de mettre en avant le mot d'ordre d'assemblée nationale, ou de convention nationale des délégués ouvriers, paysans et des masses populaires détentrices de tous les pouvoirs, sans préciser à l'étape actuelle si elle doit ou non être élue au suffrage universel. La solution des questions démocratiques et nationales ne s'oppose pas à cela bien au contraire. En tout état de cause, elles ne peuvent être résolues que par la victoire de la révolution prolétarienne.

Bien entendu, dans la mesure où les masses se prononceraient pour une Assemblée constituante élue au suffrage universel, nous ne nous y opposerions pas, au contraire, nous y participerions. Une analyse concrète d'une telle assemblée déterminerait comment caractériser son contenu de classe.

(Verser, comme texte d'information de la discussion, le texte : « Pour une charte des droits... », en page 13 de ce numéro).



## COLOMBIE

### Lutte syndicale et élections

Le comité exécutif élargi du PST colombien, section de la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) », s'est réuni au début du mois de mars et a adopté deux résolutions importantes pour le développement du parti, et qui ne seront pas sans conséquence sur la vie politique du pays. La première concerne la politique d'impulsion du Comité de coordination des conflits, afin d'unifier les cahiers de revendications et les luttes ouvrières en cours. La seconde concerne la préparation de la campagne pour les élections de l'an prochain, et la présentation de candidats ouvriers sur la base des célèbres Thèses de Medellin (votées par le XV<sup>e</sup> Congrès de la centrale syndicale Union des travailleurs de Colombie, thèses qui impliquent la formation d'un Parti du Travail avec un programme ouvrier. Cf. Correspondance internationale n° 4).

Ces résolutions du PST acquièrent toute leur importance à la lumière de la crise qui commence à traverser le pays, après trente ans de régime « libéral-conservateur » et de relative stabilité (Cf. page 21 de cette édition).

Les deux manifestations les plus importantes de cette crise, en ce qui concerne le mouvement ouvrier, ont été le congrès de l'UTC — pour la répercussion politique qu'il aura — et l'apparition d'une vague de luttes

ouvrières qui constitue le plus important processus vers l'unification syndicale qu'ait connu le pays. Les conflits touchent les aciéries, les chemins de fer, le pétrole, l'enseignement, etc., provoquant grèves locales avec meetings et rassemblements. Plus de trente syndicats ont formé le Comité de coordination des conflits à Cali. A Barranquilla, une coordination des chantiers navals a surgi ; l'Union des travailleurs de Bogota et Cundinamarca vient de se former. Dans l'enseignement, l'unité syndicale vient d'apparaître.

Une des plus importantes participations a été atteinte par la réunion qui s'est tenue dans la localité de Zipaquirá. Cette réunion s'est appelée Rencontre nationale de solidarité et elle a rassemblé des dirigeants importants des différentes centrales syndicales (UTC, CSTC, CTC et CGT), ainsi que des syndicats et des fédérations de secteurs. De cette réunion est sortie la décision de former le Comité de coordination des conflits et d'unir ses efforts à ceux du Conseil national syndical pour impulser une journée nationale de protestation et autres formes de lutte. Le Conseil national syndical est une structure qui existait déjà et qui unissait par la tête les centrales. Surgi à la suite de la grève nationale de 1977, le comité s'était peu à peu décomposé. Avec les circonstances actuelles, il vient de retrouver une nouvelle impulsion : le 20 février, il convoqua une manifestation commune à Bogota, à laquelle participèrent plus de quatre mille ouvriers (chiffre que multiplient d'autres manifestations semblables).

La coordination syndicale et l'indépendance politique, même de manière inégale, font partie d'un même mouvement. Le PST a joué un rôle important dans les deux cas. A la fois en appuyant les thèses de Medellin et en participant activement aux grèves, aux meetings et aux appels à l'unité. Il a agi comme ciment d'un phénomène que vit aujourd'hui la classe ouvrière colombienne qui, faisant éclater les vieux moules, cherche de nouveaux axes et s'oriente sur l'unité et l'indépendance de classe. C'est dans ce cadre qu'il faut placer les deux résolutions du comité exécutif élargi. Elles distinguent le PST du reste de la gauche colombienne.

## PANAMA

### Solidarité avec le Salvador

Nos camarades de la section panaméenne ont organisé une campagne de solidarité avec la lutte du peuple salvadorien. Voici un extrait de leur journal, *La Verdad socialista* :

« Le Parti socialiste des travailleurs appelle à condamner et à se mobiliser contre les manœuvres et les entraînements militaires sur notre territoire, ceux-ci n'ayant qu'un objectif : assassiner nos peuples. Aujourd'hui au Salvador, demain dans n'importe quel pays, le nôtre peut-être.

Peuple panaméen, solidarité avec nos frères du Salvador ! Ce que nous vivons aujourd'hui, le peuple salvadorien le vivait hier : coût élevé de la vie, hausses des transports, répression des paysans, des ouvriers, des étudiants, chômage, atteintes aux droits les plus élémentaires, faim et misère. Participez aux activités de la semaine de solidarité avec le Salvador, entre le 19 et le 24 mars 1981 !

— Contre l'utilisation de notre territoire pour l'entraînement des troupes assassines !

— Dehors, les Américains, de Panama et du Salvador !

— Rupture des relations tout de suite !

— A bas la junte militaire démocrate-chrétienne !

— Vive la lutte du peuple salvadorien ! »

## USA

Le Front des travailleurs révolutionnaires (RWF, section du Comité international aux USA) a organisé des meetings en solidarité avec la révolution en Pologne et au Salvador :

— le 14 mars à Los Angeles ;

— le 21 mars à Stockton (près de San Francisco).

Le CAREP (Comité de soutien au Salvador) a participé à ces deux meetings. Une affiche en anglais et en espagnol a été confectionnée pour populariser la solidarité.

## MEXIQUE

### LOM et POS demandent la légalisation

La Ligue ouvrière marxiste (LOM) et le Parti ouvrier socialiste, membres au Mexique de la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) », ont engagé conjointement une campagne demandant au gouvernement l'enregistrement de la LOM comme parti politique, avec droit de présenter ses propres candidats aux élections de 1982. La LOM a rempli les conditions restrictives exigées par la très antidémocratique loi sur les organisations politiques et processus électoraux, et seul l'arbitraire des autorités — qui ne respectent même pas leurs propres lois — la maintiennent en marge du processus électoral. Cette campagne se mène également en commun avec les organisations qui se trouvent dans la même situation que la LOM.

C'est le cas du Parti révolutionnaire des travailleurs (Secrétariat unifié), de Courant socialiste et de l'Organisation communiste prolétarienne. Toutes ces organisations ont convoqué un meeting public pour exiger que la commission électorale satisfasse leurs demandes et celles de tous les partis à même de se faire enregistrer (social-démocratie, Union de la gauche communiste, etc.).

Le gouvernement, qui avait

Les trois organisations trotskystes du Pérou — le POMR et le PST, membres de la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) », et le PRT, membre du Secrétariat unifié — viennent de faire connaître une déclaration commune en vue d'impulser la plus large campagne de soutien au peuple du Salvador, et, en même temps, pour permettre d'aboutir à une position de principe dans le combat pour la victoire de la révolution au Salvador.

## PEROU

### Déclaration commune POMR-PST-PRT

#### Campagne trotskyste pour le Salvador

« Les organisations trotskystes présentes à cette réunion de solidarité révolutionnaire avec la lutte du peuple salvadorien décident de continuer cette campagne en impulsant les actions suivantes :

1. Développer une activité systématique d'appel aux travailleurs, au COSALC (Comité de solidarité avec l'Amérique latine et les Caraïbes), à la Gauche unie et à toutes les organisations qui se disent démocratiques et anti-impérialistes, à participer à la lutte du peuple péruvien en solidarité avec les masses du Salvador. Cela en commençant par la préparation immédiate d'une mobilisation massive devant l'ambassade des Etats-Unis, contre les menaces d'intervention militaire. Ce plan de mobilisation devra se poursuivre en exigeant du gouvernement de Belaunde et du Parlement la rupture des relations avec la junte salvadorienne et la reconnaissance du Front Farabundo Marti comme force belligérante.

2. Au sein de cette mobilisation commune, dans laquelle nous nous distinguerons en luttant pour garantir la plus large unité d'action, sans

exclusive d'aucune sorte, de tous ceux qui sont pour la mobilisation en soutien au peuple salvadorien, nous, trotskystes, nous mènerons une campagne permanente de propagande pour expliquer que la seule garantie de victoire pour la révolution au Salvador, réside dans la lutte pour imposer un gouvernement ouvrier, sans patrons ni généraux, c'est-à-dire sans Majano ni démocrates-chrétiens, comme ceux qui, aujourd'hui, sont membres du FDR (Front démocratique révolutionnaire).

• Non à l'invasion et à l'intervention yankee au Salvador !  
• A bas la junte civilo-militaire !  
• Vive la lutte du Front Farabundo Marti et du peuple salvadorien !  
• Pour un gouvernement des travailleurs, sans patrons ni généraux ! »

Lima, le 19 février 1981

Hernan Cuentas (POMR)  
Enrique Fernandez (PST)  
Raoul Castro Vera (PRT)

engagé une « réforme politique », l'a refermée, craignant un débordement politique à l'approche des élections. Il instaura l'adhésion obligatoire des ouvriers au PRI (parti officiel), protégea ses bureaucrates syndicaux contre les tentatives de renouveler les dirigeants et refusa les enregistrements électoraux. En fait, le gouvernement mexicain prépare un cadre électoral avec sept partis reconnus. Quatre d'entre eux appuient ouvertement le candidat officiel, deux autres se révèlent également pro-gouvernementaux, et le seul qui présenterait ses propres candidats serait le PC mexicain. Les courants reconnus d'opposition, mais qui ne sont pas enregistrés électoralement, sont obligés, selon la loi, d'appuyer ce dernier.

L'exigence démocratique de la LOM-POS, du PRT et des autres organisations prolonge et exprime le mécontentement des secteurs syndicaux, ouvriers et paysans, contre les « petits bureaucrates », l'aspiration à la démocratie syndicale et au droit à intervenir politiquement avec des candidats indépendants.

## BELGIQUE

L'Organisation socialiste internationale, section belge du Comité international, organisait une journée d'études sur le Salvador et la Pologne, le 27 mars à Liège.

Parmi les assistants, un groupe de travailleurs de la fabrique nationale d'armements et deux dirigeants syndicaux qui ont quitté le Parti socialiste et annoncé leur adhésion à l'OSI. Un camarade est intervenu au nom du comité exécutif du Comité international. La Ligue révolutionnaire des travailleurs (section du Secrétariat unifié) avait envoyé un porte-parole, qui a expliqué que la direction du Front Farabundo Marti, au Salvador, comme d'autres directions petites-bourgeoises, peut, dans certaines conditions, assumer une position révolutionnaire et constituer un gouvernement ouvrier et paysan.

## ANGLETERRE

### Regroupement des trotskystes

Le 28 février dernier a eu lieu, à Londres, un meeting-débat organisé par le Groupe socialiste du travail, section du Comité international. Ce forum est le premier d'une série, comme un des moyens pour regrouper les forces trotskystes en Angleterre. Le thème en était le travail et la politique de la « IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international) ».

De nombreux orateurs se sont suc-

édé, Alan Bridges (47 ans de trotskysme) et Betty Hamilton (50 ans de trotskysme), au nom du SGL, ont parlé de la lutte pour le trotskysme en Angleterre et au niveau international, contre le révisionnisme. Pour l'Irlande, Paddy Healy a montré le rôle dirigeant de la LWR (section du CI) dans l'organisation de la mobilisation ouvrière en soutien aux prisonniers du Bloc H et dans la solidarité avec les mineurs anglais en grève. Et, au nom du Comité exécutif du Comité international, Nahuel Moreno a retracé l'histoire de la IV<sup>e</sup> Internationale depuis les années 1950, la lutte pour un parti mondial et la nécessité de continuer cette lutte, en particulier en Angleterre, où existent plus de 20 groupes se réclamant du trotskysme.

Un débat s'est ouvert par un salut de la Ligue socialiste des travailleurs, salut à ce meeting et à ses objectifs, et s'est continué sur la nécessité de poursuivre la discussion et surtout d'entamer des activités communes autour du Comité international. L'IMG, section du Secrétariat unifié, étant absente malgré l'invitation, est appelée à participer au prochain forum afin de contribuer à la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

## QUEBEC

### Le GST se présente aux élections

Nos camarades du Groupe socialiste des travailleurs présentent deux candidats aux élections générales du Québec :

— pour l'indépendance du Québec ;

— pour la convocation de l'Assemblée constituante québécoise ;

— contre la division, pour l'unité des trois centrales syndicales basée sur les revendications ;

— pour le Parti des travailleurs fondé sur les syndicats !

Faisant le bilan du gouvernement Levesque, du Parti québécois, qui a appliqué un programme fédéraliste malgré ses promesses nationalistes, organisé le chômage, attaqué le droit de grève, ils appellent, partout où le faux choix est entre le Parti québécois et le Parti libéral québécois, puisqu'ils mènent la même politique, à le refuser en votant nul ou en s'abstenant.

Ils luttent pour l'unité des trois centrales syndicales, première étape pour la constitution d'un parti des travailleurs, seule véritable alternative.

Le nombre de signatures (10 000) et l'écho reçu par la campagne menée pour la marche sur Ottawa témoignent de la volonté populaire d'action et de mobilisation.

## CHILI

### Le trotskysme s'unifie

La progression politique et organisationnelle des forces du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale se poursuit, les deux organisations qui le composent au Chili, le Comité de liaison des trotskystes et la Gauche socialiste, viennent de s'unifier dans cette dernière.

C'est au mois de décembre, à l'occasion de la Conférence mondiale, que les deux courants engagèrent le processus de fusion. Ils avaient déjà constitué un comité de contact et, pendant la conférence, ils achevèrent de clarifier les différences et leurs racines. Peu après, l'intégration fut décidée. En plus de l'accord sur les *Thèses programmatiques* (approuvées par la conférence), qui offrait aux deux organisations un cadre commun, les camarades chiliens fusionnèrent autour d'un document national.

Dans ce document, il est établi que la défaite du 11 septembre qui donna la victoire à la dictature bonapartiste réactionnaire, surgie de l'accord unanime des différentes fractions de la bourgeoisie avec l'impérialisme, est la conséquence directe de la politique de front populaire du PC et du PS.

Mais Pinochet n'a pas pu empêcher, malgré sa brutale répression, qu'une progressive et inégale réorganisation du mouvement des masses ouvre aujourd'hui une crise politi-

que. Le combat pour les libertés centralise l'opposition au régime. Dans ce combat, les masses chercheront à l'abattre et à se structurer de manière indépendante pour prendre le pouvoir. Si « A bas la dictature ! » doit être mot d'ordre du mouvement ouvrier, la lutte pour l'Assemblée constituante doit le compléter pour disputer à la bourgeoisie les masses paysannes et les classes moyennes. L'unité et l'indépendance de classe doivent être exigées au travers des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, le PC et le PS, en combattant pour que les directions — inféodées au Kremlin et à la bourgeoisie — rompent la collaboration de classes et organisent la lutte contre le « plan laboral », pour les libertés démocratiques, pour la reconstitution de la CUT, pour abattre la dictature et appeler à une Assemblée constituante.

Le document des camarades chiliens se termine en rappelant que le trotskysme a été absent de la lutte des classes au Chili pendant la très dure période qui va de 1970 à 1973, du fait de la politique liquidatrice du pablisme (1951-1953) et ensuite du fait de la politique du Secrétariat unifié (1963). Pendant ce vide, le MIR a pu se développer. Nos camarades vont maintenant tenter de reconstruire le parti révolutionnaire, dans les difficiles conditions actuelles.